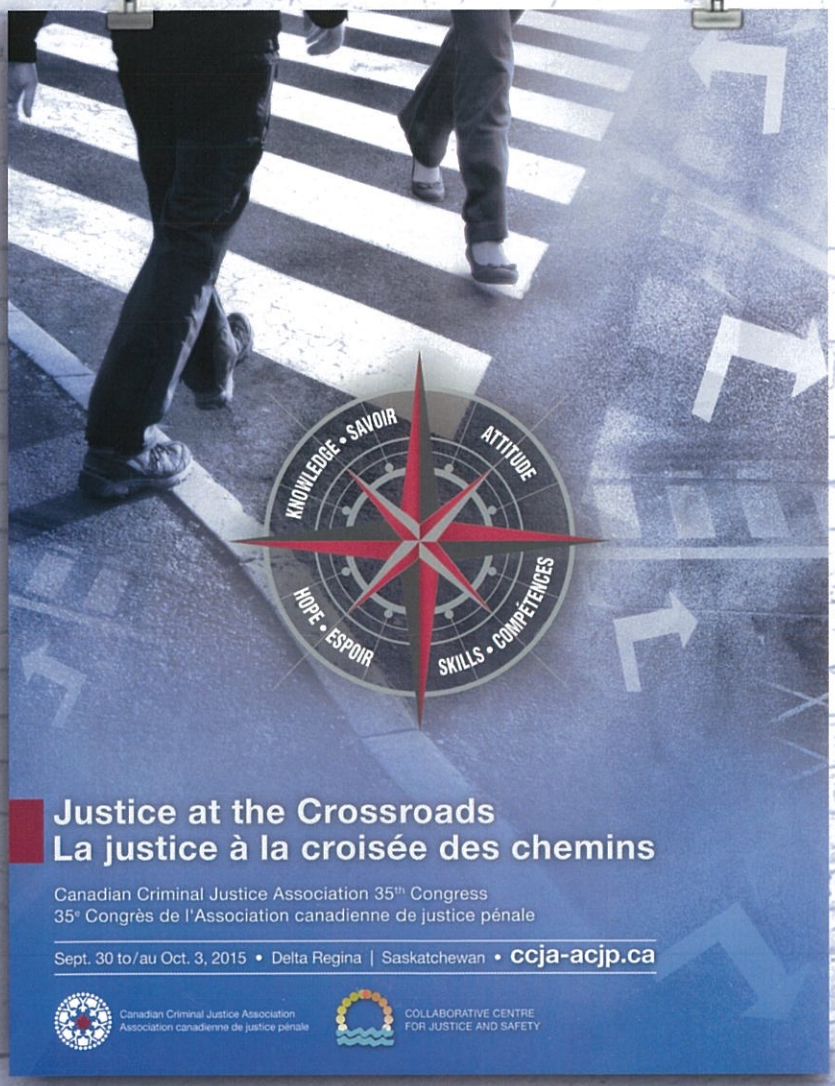
JUSTICE

ACTUALITÉS REPORT

Volume 30 No. / N° 1
WINTER •• HIVER 2015


KNOWLEDGE • SAVOIR
ATTITUDE
HOPE • ESPOIR
SKILLS • COMPÉTENCES
Justice at the Crossroads
La justice à la croisée des chemins
Canadian Criminal Justice Association 35th Congress
35e Congrès de l'Association canadienne de justice pénale
Sept. 30 to/au Oct. 3, 2015 • Delta Regina | Saskatchewan • ccja-acjp.ca
Canadian Criminal Justice Association
Association canadienne de justice pénale
COLLABORATIVE CENTRE
FOR JUSTICE AND SAFETY

INSIDE
DANS CE NUMÉRO

DON'T FORGET!
N'OUBLIEZ PAS!
CONGRESS • CONGRÈS
2015

AND / ET

VICTIMS
VICTIMES

AWARDS
★★★★
PRIX D'EXCELLENCE
★ CCJA • ACJP ★

CANADIAN CRIMINAL JUSTICE ASSOCIATION •• ASSOCIATION CANADIENNE DE JUSTICE PÉNALE

JUSTICE
ACTUALITÉS REPORT

Volume 30 No. / N° 1

The **JUSTICE REPORT** contains information of value to Association readers and the public interested in matters related to the administration of justice in Canada. Opinions expressed in this publication do not necessarily reflect the Association's views, but are included to encourage reflection and action on the criminal justice system throughout Canada. For more information on the activities of the CCJA, please contact: •• L'**ACTUALITÉS-JUSTICE** renferme des renseignements utiles aux lecteurs de l'Association et au public qui s'intéressent aux questions relatives à l'administration de la justice au Canada. Les opinions qui sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Association, mais y figurent afin d'encourager à réfléchir et à agir sur la justice pénale dans tout le Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les activités de l'Association, veuillez communiquer avec :

CANADIAN CRIMINAL JUSTICE ASSOCIATION
ASSOCIATION CANADIENNE DE JUSTICE PÉNALE

101-320, av. Parkdale Ave., Ottawa,
Ontario, Canada K1Y 4X9

613 725.3715 613 725.3720
ccja-acjp@rogers.com •• www.ccja-acjp.ca

ISSN: 0823-9436

Nancy Wright Editor •• Rédactrice
ccjapubsacjp@gmail.com

© 2015 CCJA-ACJP. All Rights Reserved. Tous droits réservés.

4 **EDITORIAL**
By Dr. Verona Singer, CCJA President

5 **ÉDITORIAL**
Par Verona Singer, Ph.D., Présidente de l'ACJP

6 **LA LOI ÉDICTANT LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES REMPLIRA-T-ELLE SES PROMESSES?**
Par Arlène Gaudreault, Présidente, Association québécoise Plaidoyer-Victimes
English abstract on page 9

10 **CVBR: POLITICS OF DIVISION**
By Michel Gagnon, M.S.W., Résumé français à la page 11

12 **PROMOTING PUBLIC SAFETY THROUGH MORAL PANIC: THE HALLMARK OF INSECURITY**
By Dr. Janne A. Holmgren and Roland LaHaye, M.C.A.
Résumé français à la page 14

15 **FORSAKEN – MISSING AND MURDERED WOMEN**
By Mike Cook, Manitoba Criminal Justice Association President
Résumé français à la page 16

17 **"VICTIM?"**
By Dr. Jon Friel, Registered Psychologist (Alberta)
Résumé français à la page 19

20 **RESTORATIVE JUSTICE FOR VICTIMS IN THE CRIMINAL JUSTICE SYSTEM**
By Stefan Horodeckyj, Lawyer, Résumé français à la page 21

22 **CONGRESS | CONGRÈS 2015**
CALL FOR PAPERS | APPEL DE COMMUNICATIONS

THE STUDENT SPACE | L'ESPACE ÉTUDIANT

32 **SUPPORT FOR FAMILIES OF MURDERERS**
By Eva Rucki, Résumé français à la page 34

34 **CCJA BRIEF TO THE HOUSE OF COMMONS – BILL C-32**

37 **MÉMOIRE DE L'ACJP POUR LA CHAMBRE DES COMMUNES – LOI C-32**

40 **CCJA AWARDS // PRIX D'EXCELLENCE DE L'ACJP**

43 **COMING EVENTS// PROCHAINS ÉVÉNEMENTS**

EDITORIAL

BY DR. VERONA SINGER, President of the CCJA

This issue of the *Justice Report* is dedicated to victims' issues.

In the last year we have seen serious media coverage relating to victims. Making national news headlines have been sexual violence on university campuses, the Jian Ghomeshi affair, the suicide of Rehtaeh Parsons and subsequent cyberbullying legislation, and numerous calls for an inquiry into missing and murdered Aboriginal women.

There has also been a resurgence of coverage into the impact of pornography on the victimization of women and girls, an area of victimization that had all but disappeared since Andrea Dworkin's writings in the late '70s and early '80s.

The scope of victimization is broad and ranges from issues discussed in a *Globe and Mail* article in January on whether domestic abusers can be rehabilitated, to the stories of the kidnapping of 219 girls in Nigeria in 2014 by Boko Haram for the purposes of trafficking children as sexual slaves and suicide bombers.

The media coverage of victimization illustrates the harms experienced by victims and the profound and potentially life-altering impact that requires appropriate responses to support and address them on an individual and systemic level.

One promising approach receiving recognition and support in the criminal justice system is a trauma-informed approach in working with victims. When service providers share an understanding of the impact of the trauma, services and supports can be designed to prevent re-traumatization.

Here in Halifax, the police have developed a training program for patrol officers on a trauma-informed response to sexualized violence. The officers learn about the impact of trauma on victims of sexual violence and the likelihood of victim blaming when trauma is not fully understood. Nationally, the federal government passed the Victims Bill of Rights legislation which aims to enshrine the rights of victims more fully in the criminal justice system.

The articles found in this issue include a piece from long-time president of the *Association québécoise Plaidoyer-Victimes*, Dr. Arlène Gaudreault, presenting perspectives on the Victim Bill of Rights. There is an article in the *Student Space* on the stigma and service needs facing family members of murder victims, a piece by Dr. Jon Friel (Alberta Registered Psychologist) on youth justice, when victim becomes perpetrator, and an article by lawyer Stefan Horodeckyj exploring restorative justice and its potential impact on working with victims.

National Victim's Awareness Week is April 19-24th. Events across the country will aim to raise the profile and awareness of victims' issues and the services and supports available to them. Check for events in your community to learn more.

ÉDITORIAL

PAR VERONA SINGER, Ph.D., présidente de l'ACJP

Ce numéro d'*Actualités-Justice* est consacré aux questions relatives aux victimes.

Au cours de la dernière année, nous avons été témoins d'une couverture médiatique importante au sujet de victimes. La violence sexuelle sur les campus, l'affaire Jian Ghomeshi, le suicide de Rehtaeh Parsons ainsi que les lois subséquentes sur la cyberintimidation et les nombreux appels à la tenue d'une enquête sur les femmes autochtones disparues et assassinées ont fait la manchette des médias nationaux.

Il y a eu une résurgence de la couverture portant sur l'incidence de la pornographie sur la victimisation des femmes et des filles, un secteur de victimisation ayant pratiquement disparu depuis les écrits d'Andrea Dworkin à la fin des années 1970 et au début des années 1980.

La victimisation a une large portée qui va des enjeux soulevés dans un article du *Globe and Mail* en janvier à savoir s'il était possible que des conjoints abusifs se réadaptent jusqu'à des articles traitant de l'enlèvement de 219 jeunes filles au Nigéria par Boko Haram dans le but de les vendre comme esclaves sexuelles ou de les transformer en auteures d'attentats-suicides.

La couverture médiatique de la victimisation met en lumière les torts subis par les victimes, de même que les incidences profondes et potentiellement déterminantes sur le cours d'une vie – des torts et incidences auxquels il faut s'attaquer de manière appropriée sur les plans individuel et systémique.

Une approche prometteuse bénéficiant d'une certaine reconnaissance et d'un appui au sein du système de justice pénale est une approche de l'aide aux victimes, qui tient compte des traumatismes subis. Si les fournisseurs de services comprennent bien les incidences d'un traumatisme, il devient possible de concevoir des services et des systèmes d'appui destinés à éviter que les victimes soient de nouveau traumatisées. Ici, à Halifax, le Service de police a mis au point un programme de formation pour les patrouilleurs portant sur une approche de la violence sexuelle axée sur les traumatismes. Les patrouilleurs sont informés de l'impact des traumatismes sur les victimes de violence sexuelle et du danger de blâmer la victime, si l'on ne comprend pas pleinement les traumatismes. Sur le plan national, le gouvernement fédéral a adopté la Charte des droits des victimes, qui vise à enchâsser plus pleinement les droits des victimes dans le système de justice pénale.

Les articles publiés dans le présent numéro incluent un texte d'Arlène Gaudreault, longtemps présidente de l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes, dans lequel elle présente certaines perspectives relatives à la Charte des droits de victimes. L'*Espace Étudiant* propose un article traitant de la stigmatisation et des services dont ont besoin les membres de la famille d'une victime de meurtre. Dr. John Friel traite de la justice des mineurs et des auteurs de crime qui deviennent des victimes. Enfin, Me Stefan Horodeckyj se penche sur la justice réparatrice et ses incidences possibles sur le travail auprès de victimes.

La Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels se déroulera du 19 au 24 avril. Des événements se tiendront partout au pays visant à attirer l'attention de la population et à la sensibiliser aux enjeux liés aux victimes, de même qu'aux services et aux appuis dont ils peuvent bénéficier. Soyez à l'affut des événements qui se tendront dans votre collectivité pour en apprendre davantage.••

LA LOI ÉDICTANT LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES REMPLIRA-T-ELLE SES PROMESSES?

PAR ARLÈNE GAUDREAULT, Présidente, Association québécoise Plaidoyer-Victimes

Préambule

Le 3 avril 2014, le Premier Ministre du Canada, le très honorable Stephen Harper annonçait le dépôt du projet de loi C-32, Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes, un outil qui, disait-il, transformerait le système de justice pénale canadien. Le ministre de la Justice du Canada, l'Honorable Peter MacKay, soulignait alors que le Canada prenait un tournant historique en inscrivant les droits des victimes dans une législation fédérale. Les messages étaient percutants mais il y a eu peu de mise en contexte pour expliquer comment cette nouvelle loi s'inscrivait dans un éventail de mesures et de dispositions législatives sur lesquelles on pouvait déjà s'appuyer.

Il faut rappeler qu'à partir du milieu des années 1980, avec la France et l'Australie, le Canada a été un chef de file lors de l'adoption par l'Organisation des Nations Unies de la *Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir.* Il s'est par la suite engagé à promouvoir les droits des victimes dans l'*Énoncé canadien de principes de justice pour les victimes d'actes criminels* entériné en 1989 et dans la *Déclaration canadienne de 2003 des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité.* Ces textes réitèrent le droit des victimes d'être traitées avec respect, de recevoir des informations, d'être entendues à certaines étapes des procédures, d'être aidées et dédommagées pour les préjudices subis. Ces principes sont également enchâssés dans les lois déclaratoires adoptées par les gouvernements provinciaux et territoriaux. Les engagements du Canada à améliorer le sort des victimes se sont également traduits dans plusieurs changements législatifs, notamment dans le Code criminel et dans la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLSC). Ils se reflètent dans de nombreuses mesures et pratiques sur le terrain qui sont le fruit du travail et de l'investissement de milliers d'organismes et de personnes dédiés à la cause des victimes. On ne partait donc pas à zéro.

Malgré les avancées, il y a encore beaucoup de travail à accomplir pour faire respecter les droits des victimes au Canada et pour garantir qu'elles bénéficieront d'un traitement uniforme à l'échelle du pays (Gaudreault, 2010; AQPV, 2013, 2014). On doit se réjouir du fait que le gouvernement actuel veuille renforcer les droits des victimes et améliorer leur participation dans le système de justice pénale. C'est une initiative louable mais, au-delà de la rhétorique, cette charte offrira-t-elle aux victimes et à leurs proches de meilleures garanties que leurs droits seront davantage respectés ?

Dans le présent article, nous examinerons les principales dispositions mises de l'avant dans le projet de loi C-32 afin de bonifier les droits des victimes et d'en faciliter l'exercice. Nous mettrons aussi en lumière les préoccupations formulées devant le Comité permanent de la justice et des droits de la personne quant à la clarté et à la portée des droits reconnus aux victimes dans cette charte. En conclusion, notre réflexion portera sur les conditions nécessaires à sa mise en œuvre.

Les changements proposés

Dans un court préambule, la première section de la Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes, rappelle d'abord l'importance de mieux prendre en considération les droits des victimes. Elle propose une définition de la notion de victime, laquelle inclut les personnes qui agissent pour son compte si elle est décédée ou incapable d'agir. Elle énonce les droits qui leur sont reconnus dans le système de justice pénale à savoir, le droit à l'information, à la protection, à la participation et au dédommagement. Dans la 2e et 3e partie, elle propose principalement des modifications à certaines dispositions du Code criminel et à la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLSC). Elle englobe des droits liés aux procédures devant les tribunaux adultes et juvéniles, devant les commissions d'examen lorsque l'accusé est déclaré inapte à subir son procès ou non criminellement responsable pour cause de troubles mentaux ou encore devant les instances correctionnelles fédérales telles que le Service correctionnel du Canada (SCC) et la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC). Elle regroupe donc dans un même texte, les droits dont les victimes peuvent se prévaloir à différentes étapes des procédures ou dans différents contextes liés au système de justice pénale. Elle s'inscrit ainsi dans une démarche plus cohérente et plus structurée puisque les droits des victimes étaient auparavant énoncés dans divers documents.

La Charte canadienne des droits des victimes vise notamment à renforcer certains articles du Code criminel afin de mieux protéger les victimes et les témoins vulnérables, à les encourager à produire une déclaration au moment de la détermination de la sentence ou des audiences de libération conditionnelle, à leur permettre d'être plus facilement dédommagées par l'auteur du délit. Elle entend favoriser le recours aux dispositifs d'aide au témoignage et informer les victimes d'un accord conclu entre l'accusé et le poursuivant dans certaines circonstances. Elle élargit également les droits des victimes dans le système correctionnel lorsqu'il s'agit de délinquants purgeant une sentence sous juridiction fédérale. Ainsi, elle prévoit que les victimes pourront recevoir une photo du délinquant prise au moment de sa mise en liberté ou de l'expiration de sa peine; elles auront accès à plus d'informations sur les progrès qu'il a accomplis et sur les conditions de sa mise en liberté; elles pourront écouter les enregistrements sonores des audiences si elles n'ont pu y assister. Le projet de loi C-32 vise également à resserrer les mesures concernant les interdictions de communication des délinquants avec les victimes ou les restrictions géographiques comme conditions de mise en liberté. Plusieurs propositions codifient bon nombre de processus qui se transposent déjà dans les pratiques courantes du système de justice.

Un projet de loi à améliorer

> *Cette loi marque un progrès significatif mais elle doit être renforcée afin de répondre plus efficacement à l'ensemble des besoins et préoccupations des victimes.*
>
> Sue O' Sullivan, Ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels. Témoignage devant le Comité permanent de la justice et des droits de la personne, 4 novembre 2014. (Traduction libre de l'auteure)

Les propositions mises de l'avant dans le projet de loi C-32 ont été généralement bien accueillies mais certaines d'entre elles ont fait l'objet de critiques qui ne sont pas sans fondement. Dès le départ, on souhaitait qu'elles donnent la possibilité aux victimes de mieux comprendre les droits qui leur sont accordés, qu'elles précisent les responsabilités des agences et des institutions à leur endroit ainsi que les différents recours dont elles peuvent se prévaloir. Or, elles ne répondent pas à ces attentes.

La clarté des droits reconnus aux victimes

Dans un communiqué, lors du dépôt du projet de loi C-32, le gouvernement s'est dit fier de présenter cette charte qui permettrait de « (...) *veiller à ce que les innocentes victimes d'actes criminels détiennent des droits clairs dans notre système* (www.parl.gc.ca). Cet engagement allait dans le sens de demandes exprimées depuis moult années par les victimes et leurs proches. Devant le Comité permanent de la justice et des droits de la personne, plusieurs organismes et intervenants ont déploré que les droits énumérés dans ce texte de loi restaient des principes peu explicites et difficiles à appliquer. Les déclarations et les lois encadrant les droits des victimes au Canada ont fait l'objet de semblables reproches à maintes reprises au cours des dernières décennies. Dès lors, on se serait attendu à ce que le projet de loi C-32 remédie à ce problème. On aurait souhaité aussi que le Canada s'inspire, par exemple, de l'expérience du Royaume-Uni et de celle du Parlement européen qui ont élaboré des documents précisant les droits des victimes et les responsabilités des divers représentants de la justice à leur endroit (AQPV, 2013, 2014). Malheureusement, il reproduit le modèle existant.

La portée de la Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes

Dans les faits, quelle sera la portée de la Charte canadienne des droits des victimes? Cette préoccupation était très présente lors des consultations et des audiences du Comité permanent de la justice et des droits de la personne. Le titre de cette loi laisse entendre qu'elle englobe l'ensemble des droits qui devraient leur être reconnus. Or, cette charte ne couvre que les droits de celles qui se tournent vers le système de justice. Ce faisant, elle laisse en marge bon nombre de victimes qui ne rapportent pas leur victimisation et elle offre très peu à la majorité de victimes dont l'auteur du délit n'est pas traduit devant les tribunaux. Surtout, comme l'ont souligné l'AQPV et d'autres organismes, elle occulte leurs droits sociaux, ceux qui donnent accès à l'aide, à l'indemnisation et aux programmes leur permettant de faire face aux multiples conséquences du crime. Dans son mémoire, l'AQPV a recommandé de modifier le titre de la charte afin que l'on comprenne bien qu'elle ne concerne que les droits des victimes dans le cadre des procédures pénales (AQPV, 2014). Cette recommandation n'a pas été retenue par le Comité permanent de la justice et des droits de la personne.

La Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes met aussi l'accent sur les droits des victimes dans les procédures liées à la justice traditionnelle. La justice réparatrice est quasi absente. Le projet de loi C-32 se limite à évoquer le droit d'être informé des programmes de justice réparatrice et, plus particulièrement de ceux qui relèvent des mesures de médiation offertes aux victimes et aux contrevenants par le Service correctionnel du Canada. On occulte ainsi le développement de nombreuses initiatives mises en place au Canada tant dans la communauté que dans le système de justice pénale au cours des dernières années. Surtout, on ignore les droits des victimes à participer à ces diverses mesures et à bénéficier de certaines garanties de protection lorsqu'elles décident d'emprunter les options liées à la justice réparatrice. Ces questions n'ont pas été abordées lors des représentations devant le Comité permanent de la justice et des droits de la personne ni dans les mémoires qui lui ont été soumis. La justice réparatrice n'était pas à l'ordre du jour. Le Canada est pourtant souvent présenté comme un chef de file en ce domaine. Chose certaine, le projet de loi C-32 n'en témoigne aucunement.

La force exécutoire des droits reconnus aux victimes

Au Canada et ailleurs dans le monde, les lois et les déclarations de principes qui encadrent les droits des victimes ont été maintes fois critiquées parce qu'elles accordent des droits dont l'exercice est laissé à la discrétion des tribunaux et des agences responsables de l'administration de la justice. La Charte canadienne des droits des

victimes permettra-t-elle de corriger le tir ? Sur diverses tribunes, elle a été présentée comme étant un outil quasi constitutionnel pour affermir les droits des victimes. Sans nuance et sans mise en contexte, ce message peut laisser croire que, dorénavant, ces droits seront respectés de façon quasi absolue et qu'ils auront autant de poids que ceux des délinquants dans le cadre des procédures et des décisions prises par les tribunaux, les commissions d'examen ou le système correctionnel. C'est ce qu'auront probablement compris de nombreux citoyens. À tort.

Il n'y a qu'à lire l'article 20 pour comprendre que les policiers, les juges, les procureurs, les intervenants du système correctionnel conservent un important pouvoir pour apprécier ce qui est « raisonnable », pour évaluer ce qui est dans « la mesure du possible ou pas », pour accorder ou non un droit reconnu aux victimes dans cette charte.

Il faut souligner aussi que ces droits sont balisés et délimités par l'application d'autres lois. Lors du débat en 2e lecture de ce projet de loi, l'honorable Peter MacKay a souligné que la Charte canadienne des droits des victimes aurait « préséance sur les autres lois fédérales », à l'exception de la Déclaration canadienne des droits de la personne ainsi que d'autres lois quasi constitutionnelles comme la Loi sur les langues officielles, la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels. Il faudra voir comment la primauté de cette charte sera établie à partir de cas précis. Dans son mémoire, le Commissaire à la protection de la vie privée a exprimé des inquiétudes quant à l'impact de certaines dispositions visant à renforcer la protection des victimes et des témoins ou à transmettre certains renseignements personnels sur le délinquant aux victimes (www.priv.gc.ca). Bien d'autres questions risquent de surgir afin de clarifier ce difficile équilibre à maintenir entre les droits des victimes et ceux des délinquants, entre le droit à la vie privée et le droit à la sécurité. La mise en œuvre de cette charte n'est pas exempte d'éventuelles contestations devant les tribunaux ou d'autres instances.

L'exercice des recours

Si l'on entend donner une force exécutoire aux droits des victimes, il importe aussi de mettre à leur disposition des recours lorsqu'elles estiment que leurs droits sont lésés. C'est l'une des failles les plus importantes des lois qui encadrent actuellement les droits des victimes au Canada. La *Déclaration des droits des victimes* de la province du Manitoba fait exception en donnant aux victimes la possibilité de porter plainte auprès du Directeur des services aux victimes mais, dans les faits, cette option est utilisée (AQPV, 2013).

Certes, la police, les poursuivants, la magistrature, le système correctionnel, les organismes et ministères impliqués dans les services aux victimes offrent des mécanismes leur permettant de porter plainte lorsqu'elles veulent contester certaines décisions ou pratiques. Dans son mémoire, l'AQPV a cependant évoqué les nombreux problèmes auxquels les victimes sont confrontées lorsqu'elles veulent se prévaloir de leurs recours. Méconnaissance et complexité des mécanismes en place, lourdeur des démarches à entreprendre, manque de suivi et de transparence dans le traitement des plaintes : pour nombre d'entre elles, c'est le parcours du combattant (AQPV, 2013, 2014).

Il faut reconnaître que le législateur a voulu améliorer les recours et en faciliter l'exercice dans le projet de loi C-32. Malheureusement, les résultats sont mitigés, pour ne pas dire décevants. Lors des audiences devant le Comité permanent de la justice et des droits de la personne, plusieurs organismes n'ont pas manqué de le souligner.

Le cheminement d'une plainte est un peu plus précis lorsqu'il s'agit des agences et des instances fédérales. Le projet de loi prévoit en effet qu'elles devront disposer d'un mécanisme de traitement des plaintes, auront le pouvoir de recommander des mesures correctives et le devoir d'informer les victimes des résultats des recommandations qui en découlent. À toutes fins pratiques, ces mesures concernent davantage le ministère de la Sécurité publique Canada compte tenu des responsabilités qui lui incombent à l'endroit des victimes en vertu de la LSCMLSC. Les autres ministères auront un rôle plutôt marginal et qui reste à définir. Au palier fédéral, le Bureau de l'Ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels (BOFVAC), principal organisme vers lequel peuvent se tourner les victimes pour faire valoir leurs droits, n'a pas été mentionné. Cette absence a été questionnée lors des audiences devant le Comité permanent de la justice et des droits de la personne mais elle est restée sans réponse. En ce qui a trait au traitement des plaintes qui relèvent des organismes ou des ministères provinciaux et territoriaux, les victimes devront composer avec les « mécanismes existants ». On comprend que le législateur n'a pas voulu empiéter sur leurs champs de compétence. On se retrouve cependant avec des énoncés très vagues et qui n'engagent à rien. Les provinces et les territoires feront-ils l'effort nécessaire pour que les dispositifs actuels soient mieux connus et améliorés ? Cela reste à voir car, depuis le dépôt du projet de loi C-32, ils n'ont manifesté aucun enthousiasme ni pris aucun engagement.

Par ailleurs, même si les victimes pourront exercer certains recours, ces derniers restent somme toute restreints. Les articles 28 et 29 de la Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes ne leur confèrent aucun droit d'action et ne leur donne pas le pouvoir de faire appel d'une décision ou d'une ordonnance lorsqu'elles estiment que leurs droits sont violés ou niés. Cela limite considérablement la force exécutoire des droits qui leur sont reconnus.

En présentant cette charte comme un outil quasi constitutionnel, on occulte les obstacles auxquels vont se buter les obstacles pour revendiquer leurs droits. On ne leur donne pas l'heure juste et on leur envoie un message susceptible de créer de fausses attentes. Alimenter leur insatisfaction et leur manque de confiance à l'endroit du système de justice, ce n'est pas l'objectif recherché. Surtout, c'est contre-productif.

Conclusion

Le projet de loi C-32, Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes, sera bientôt soumis au Comité sénatorial des affaires juridiques et constitutionnelles avant sa promulgation par la Chambre des communes. Accueilli avec enthousiasme par certains, avec scepticisme par d'autres, ce projet de loi n'a pas fait beaucoup de vagues dans les médias. Peu de mémoires, six au total, ont été déposés au Comité permanent de la justice et des droits de la personne. Les propositions des organismes et des personnes qui ont défilé devant ce Comité n'ont pas vraiment trouvé écho si l'on en juge par le nombre et le contenu des amendements.

Beaucoup reste à faire. Cette charte devra être arrimée avec les lois déclaratoires des provinces et territoires qui encadrent les droits des victimes. Celles-ci présentent d'importantes disparités et elles devront être harmonisées afin que nous puissions développer une vision commune et traiter équitablement les victimes, partout au Canada. C'est un enjeu de taille.

Concrètement, il faudra voir aussi comment son application se traduira sur le terrain. Chose certaine, l'allocation de ressources est primordiale pour que les victimes et leurs proches aient davantage accès aux renseignements ainsi qu'aux mesures de protection et aux dispositifs leur permettant de se faire entendre, de participer aux procédures pénales et d'être dédommagé par l'auteur du délit. L'AQPV et d'autres organismes ont martelé ce message. Le ministre de la Justice et Procureur général de l'Alberta, l'honorable Jonathan Denis, a tenu aussi à rappeler que c'était une condition incontournable afin que les provinces et territoires puissent mettre en place les changements souhaités et afin de permettre aux organismes de s'ajuster et de répondre à de nouvelles exigences (www.parl.gc.ca). C'est à eux surtout qu'il incombera d'actualiser les droits des victimes. Une tâche considérable les attend car il faudra en préciser la nature et la portée, mobiliser les différentes instances chargées de leur mise en application et améliorer les recours existants. Sans leur engagement et sans l'apport financier de tous les paliers de gouvernements, le projet de loi C-32 restera une belle promesse sur le plan politique mais il aura peu d'effets dans la vie des victimes. L'honorable Peter Mackay a aussi reconnu qu'il « faudra du temps pour que ces mesures s'enracinent » (www.parl.gc.ca). Avec raison.

Les droits des victimes restent fragiles dans la mesure où ils dépendent du pouvoir discrétionnaire et de la bonne volonté des institutions. Ils restent difficiles à exercer lorsqu'ils s'appuient sur des recours n'ayant pas ou peu d'effets contraignants. Il faut rester réaliste quant à la portée de cette charte mais, en même temps, poursuivre nos efforts pour contrer les obstacles qui nuisent à la pleine reconnaissance des droits des victimes. Nous avons tous la responsabilité d'agir afin que la Charte canadienne des droits des victimes soit un levier pour y arriver. ••

RÉFÉRENCES

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (2013). Consultation sur la mise en œuvre d'une Déclaration des droits des victimes au Canada. Commentaires préparés par Arlène Gaudreault pour l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes, soumis au ministère de la Justice du Canada, 18 octobre 2013. Repéré à http://www.aqpv.ca

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (2014). Projet de loi C-32, Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes et modifiant certaines lois, 2e session, 41e législature, Commentaires préparés par Arlène Gaudreault pour l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes, soumis au Comité permanent de la justice et des droits de la personne, 31 octobre 2014. Repéré à http://www.aqpv.ca

ASSOCIATION QUÉBECOISE PLAIDOYER-VICTIMES (2014). Bill C-32, An Act to Enact the Canadian Bill of Rights and to Amend Certain Acts, House of Commons Second Session, Forty-First Parliament, Comments prepared by Arlène Gaudreault, submitted to the Standing Committee on Justice and Human Rights, October 31, 2014. Repère à http://www.aqpv.ca

COMMISSAIRE A LA PROTECTION DE LA VIE PRIVEE. Projet de loi C-32, Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes et modifiant certaines lois, aussi connu comme la Charte canadienne des droits des victimes. Commentaires au Comité permanent de la justice et des droits de la personne, 13 novembre 2014. Repéré au https://www.priv.gc.ca

COMITE PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE LA PERSONNE, Témoignage du ministre de la Justice et Procureur général de l'Alberta, l'Honorable Jonathan Denis, 4 novembre 2014. Repéré à www.parl.gc.ca

COMITE PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE LA PERSONNE. Projet de loi C-32, Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes et modifiant certaines lois, 2e session, 41e législature, 46e séance. Repéré à www.parl.gc.ca

GAUDREAULT, A. (2010). Les lois et chartes qui enchâssent les droits des victimes d'actes criminels : réflexions autour de l'expérience canadienne. Les Cahiers de PV – Antenne sur la victimologie, no 6, p. 2-9.

GOUVERNEMENT DU CANADA (Mississauga, 2014, 3 avril). « Le gouvernement fédéral souhaite mieux protéger les victimes d'actes criminels et leur donner la chance de mieux se faire entendre au sein du système de justice » sur le site du Cabinet du premier ministre du Canada. Consulté le 3 mars 2015. www.pm.gc.ca

JUSTICE CANADA. Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalite et aux victimes d'abus de pouvoir, 2003, Consulté le 3 mars 2015, www.justice.gc.ca

JUSTICE CANADA. Énoncé canadien des principes fondamentaux de justice pour les victimes d'actes criminels, 1989. Consulté le 3 mars 2015, www.justice.gc.ca

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, L.C. 1992, ch. 20

ORGANISATION DES NATIONS UNIES. « Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalite et aux victimes d'abus de pouvoir », 1985,sur le site web de l'Organisation des Nations Unies. Consulté le 3 mars 2015. www.ohchr.org

Projet de loi C-32, Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes et modifiant certaines lois, 3e session, 40e législature, Ontario. (1ere lecture, 2 juin 2010)

ABSTRACT

LA LOI ÉDICTANT LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES REMPLIRA-T-ELLE SES PROMESSES?

By Arlène Gaudreault, President, *Association québécoise Plaidoyer-Victimes*

In April 2014, the conservative government tabled Bill C-32, *An Act to enact the Canadian Victims Bill of Rights and to amend certain Acts*. This Act was introduced as a quasi constitutional tool and as an initiative that would transform the Criminal Justice System. It was generally well received, but did raise certain criticisms. During the consultations that took place before the Standing Committee on Justice and Human Rights, *Association québécoise Plaidoyer-Victimes* (AQPV) and other organizations deplored the fact that the Bill does not recognize the specific rights of victims or the specific responsibilities of the various institutions toward them. It grants a significant amount of discretion to those tasked with its enforcement; it gives no right of appeal to victims; and provides rather soft means of redress when their rights are violated. Hence, several obstacles considerably limit its scope and enforceability. Time will determine how the primacy of this Act is established on the basis of specific cases and possibly on the basis of eventual court challenges. One thing is certain; it will constitute a lever for the advancement of victims' rights provided that governments and the various agencies within the Criminal Justice System devote appropriate resources to it and actively engage in its implementation. Otherwise, C-32 will remain a nice political commitment, but will have little impact on the lives of victims.

CVBR: POLITICS OF DIVISION

BY MICHEL GAGNON, M.S.W.

It is without any pretence of legal or academic expertise that I wish to share my thoughts on the Canadian Victims Bill of Rights (CVBR) and, as I have had many discussions with colleagues from various social justice organisations over the last few months and have been instrumental in drafting a brief on the CVBR, I would like to say from the onset that the thoughts expressed in this article are my own and do not necessarily represent the position of any organisation I am associated with.

Is this simply a debate about who Canadians should find more important, victims or offenders?

My first comment about the ongoing debate we are having on the CVBR has to do with an unspoken, but often alluded-to notion, that this debate is all about distinguishing among those who care enough about and empathise enough with victims from those who could care less about victims. I have not met a single person in the course of the last few months, who does not support the idea that victims need to be well informed of their rights and, more importantly, supports the idea that victims should receive the services they require to overcome any difficulties they may be facing. A great majority of us have been victimized in the course of our lives and we can all, to various degrees, identify with, empathise with and care about victims. I really find it patronising and offensive that some would imply having some kind of moral edge over the rest us on this matter.

The very use of the concept of 'victim' is iffy in this bill

As a matter of fact, I believe we should not hesitate to express our concerns about the very use of the concept of 'victim', that is if we truly want to have a productive discussion on how best to help people in difficulty. We should not, moreover, be made to feel callous for questioning the claims entrenched in the CVBR and the motives of some proponents of this bill.

In my view the introduction to this bill, and how it is supposed to play out on the public mind, has a whole lot more to do with some individuals' desire to change our understanding of what a criminal justice system is supposed to be all about, than actually having much to do about caring for victims *per se*.

Will the CVBR serve to inform Canadians about victims?

For instance, I doubt the idea of implementing a CVBR was inspired by a need for Canadians to be better informed about the plight of victims. We do need to be better informed about 'victims', but nothing in it me the CVBR does or would achieve this goal.

I also believe this bill has little to do with wanting Canadians to care more for victims than they would purportedly do for offenders. Part of the narrative some proponents of the CVBR are advocating would certainly have us believe we are divided, or should be divided, into two camps – those who care about offenders and those who care about victims. But the more I think about it, the more I believe this is not the case and that the central message being proposed is more insidious than merely convincing Canadians to have less sympathy for offenders, and more for victims. Too many things about this bill strike me as too vague to serve the 'victims' very well and make matters worse for 'offenders'.

This bill asserts the importance of supporting a certain type of victim, but not victims at large…

The fact that it is not very clear why certain people can be thought of as 'victims' while others cannot is certainly one indication that something is amiss. As some colleagues have pointed out in the course of our discussions, why are in-family victims, victims of health and safety tragedies, victims of industrial disasters, and other groups of victims left out of this bill? Might the State not be saying that it will get involved with victims of crimes committed by certain individuals, mainly those who are poor, who are experiencing mental health and/or substance abuse difficulties, and other forms of disenfranchisement but cannot get involved with victims of crimes committed by individuals whose downgrading of some governmental regulations in search of profit at any cost, might lead to a train derailment? Is the State maintaining that there are all sorts of extraneous explanations and justifications not to provide rights and services to victims of crimes committed by large companies and government bodies, but that no such extraneous reasons exist for crimes committed by the disenfranchised?

Together with the above, on what basis can the CVBR, for instance, make a distinction between the rights of a mother whose son has committed a murder, will be incarcerated for 15 to 25 years, and will likely be shunned by the community, and the rights of the wife whose husband was murdered by the same man?

Moreover, how is the CVBR to make a distinction between the harm a person may have experienced as a result of a lesser crime, and the harm another person may have experienced as a result of a more serious crime? In an era where control and accountability in all matters seems to be the norm, what criteria will be used to establish when 'victims' are no longer entitled to certain rights and services? How will those responsible for the implementation of the CVBR go about gauging trauma by the degree and length of time of the experience? How, and on what basis, will the legislator make all of these distinctions?

Besides, what should happen if for one reason or other, certain 'victims' do not want to avail themselves of their rights in the weeks following the moment of their victimization, but might want to do so a few

months or years afterwards (i.e., PTSD)? Should 'victims' have to submit themselves to some kind of harm assessment and, subsequently, be expected to follow standardised treatment services?

Are inmates who have been victimized by another inmate not also victims?

Should an inmate who has been victimized by another inmate not also be thought to be a 'victim'? And since most incarcerated men and women were themselves victimized when they were young, should an inmate not also have the same rights and services provided to other victims?

Victims where no charges were laid, how are their needs represented in this bill?

What about the concerns of victims where no charges were laid, where the offender is unknown and where the offender is found to be unfit to be charged and, should more attention not be given to meeting the needs of the most fragile and vulnerable members/victims of our society?

This being said, I still believe the CVBR was nonetheless very carefully crafted and the claims and ambiguities it contains are actually well thoughout. I believe we are all meant to lose ourselves in deliberations over all sorts of philosophical, legal and constitutional issues, while a particular agenda that has little to do with victims is implemented.

Is this bill about transforming the role of the State in the administration of justice?

I believe all of these definitional and conceptual mystifications have less to do with nudging Canadian thinking away from having any empathies towards 'offenders' to favor 'victims', and a lot more to do with transforming the role the State should play in the administration of justice.

The shift in the paradigm, if I am right, has little to do with the idea that the rights of offenders have to be weighed against the rights of victims, and all to do with inciting Canadians to adopt the view that the State must transform itself in a manner that would have it abandon most of its social responsibilities in helping the less fortunate amongst us, victims or not. Believing in social solidarity means that when faced with an individual who is in difficulty, whether 'victim' or 'offender', the State still sees it as its duty to find out why and how this individual has come to need the support of the rest of society.

A perceived neoliberal agenda...

Rather than working towards creating social conditions where by everybody is given an equal opportunity to succeed, and an equal opportunity to receive help when in difficulty, the imperative seems to be all about steering us towards social values and principles that meet a neoliberal agenda.

What about social solidarity...

Believing in social solidarity means believing the administration of justice should be consistent with the overall goals of the State to improve the social welfare of all of its citizens. The State should not, therefore, use...

- a rhetoric of division that seeks to divide us into 'good guys' and 'bad guys' or those who are with us and those who are against us;
- a rhetoric that would have us believe retribution and incapacitation is the norm, while rehabilitation and reintegration would be a waste of time;
- a rhetoric that State control is the panacea in all things, while showing empathy and having some trust in our abilities to help each other are to be frowned upon; and,
- a rhetoric that would have us believe some of us are allies to be instrumentalized, and others enemies to be subjugated and conquered...

To conclude, it is my belief that the Canadian Victims Bill of Rights seeks to co-opt victims' legitimate concerns; scapegoat people in conflict with the law; and, Canadians into thinking it is all a matter of setting things right.

While there might be some positive things about this bill, I think it's like a car with lights but no engine... not going anywhere soon. People who have been victimized deserve better; we all deserve better.••

RÉSUMÉ

CANADIAN VICTIMS BILL OF RIGHTS (CVBR): POLITICS OF DIVISION

Par Michel Gagnon

Michel Gagnon (un intervenant chevronné du domaine de la justice) présente adroitement ses perceptions relatives au statut des victimes dans le contexte de la *Charte canadienne des droits des victimes*. Sa critique de la *Charte* constitue une extrapolation de la question des victimes dans le contexte canadien et, de bien de manière, va bien au-delà de la portée de la *Charte* en discutant de manière convaincante de ce qui fait qu'une personne est vraiment une victime. Dans cette veine, Gagnon se demande si *les détenus sont des victimes lorsqu'ils sont agressés en établissement ou si les victimes de catastrophes industrielles sont aussi des victimes*; etc. Évoquant que de nombreux détenus dans les prisons fédérales ont eux-mêmes été victimisés dans leur jeune âge, Gagnon fait ressortir un paradoxe de cette *Charte* : rappelant la dévastation qu'avait entraînée le déraillement récent d'un train en raison de ce que bien des gens ont qualifié d'une réglementation inadéquate, Gagnon affirme qu'une victime est une victime, peu importe que l'auteur de sa victimisation soit un citoyen laissé-pour-compte ou une société. En ce sens, l'interprétation de Gagnon constitue un véritable traité sur l'état et le statut des victimes en ce pays. Enfin, tout en croyant que cette *Charte* comporte de bons éléments, il la compare à une voiture équipée de phares, mais n'ayant pas de moteur... il est peu probable qu'elle aille bien loin !

PLEASE SEND ANY REMARKS, OR A COMMENTARY, REGARDING THIS ARTICLE

to *Justice Report* Editor, Nancy Wright:

ccjapubsacjp@gmail.com

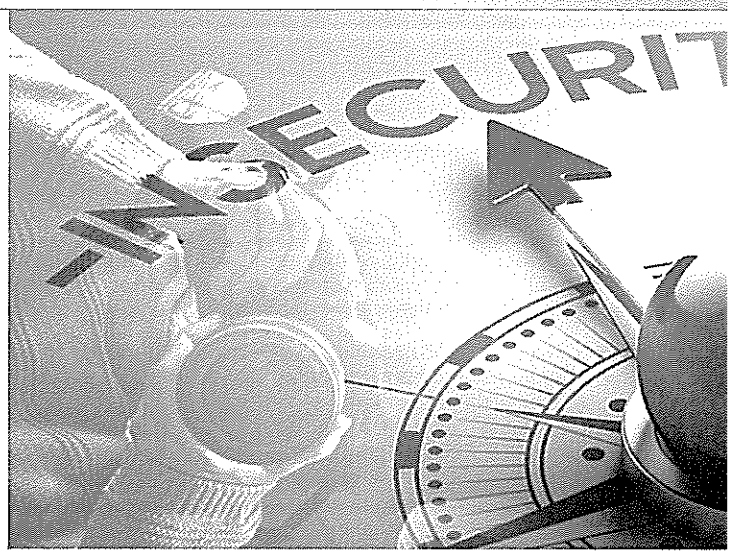
and keep your eye out for the Notices/Feedback section in future issues!

VEUILLEZ ADRESSER TOUT COMMENTAIRE RELATIF À CET ARTICLE

à l'éditrice de l'*Actualité-Justice*, Nancy Wright :

ccjapubsacjp@gmail.com

Demeurez à l'affût de la section Avis/commentaires dans les numéros à venir.



PROMOTING PUBLIC SAFETY THROUGH MORAL PANIC: THE HALLMARK OF INSECURITY

BY JANNE A. HOLMGREN & ROLAND LAHAYE

ABOUT THE AUTHORS: Dr. Janne A. Holmgren, and Roland LaHaye, M.C.A., are Associate Professors in the Department of Justice Studies at Mount Royal University, and Mr. LaHaye is a past President of the CCJA.

Parliament's response to crime in recent years is to pass restrictive crime bills — as rapidly as possible. These bills, the legislation behind the Canadian government's tough-on-crime agenda, seem to have the net effect of distracting public attention from the underlying societal problems and to justify social controls, achieved through more legislation. The concept here is "moral panic," creating anxiety and upheaval over an epidemic that doesn't exist and has not existed over the past two-three decades. It started with this government's first omnibus bill, comprising nine previously unsuccessful crime bills, Bill C-10 (*Safe Streets and Communities Act*), which should never have been passed, at least not in its entirety.

Bill C-54 (*Not Criminally Responsible Reform Act* - NCR) then followed quietly and was another knee-jerk reaction to a small number of overly publicized crime stories, this time involving persons suffering from mental disorders. This omnibus effect is seen most recently with Bill C-32 (Victims Bill of Rights - CBVR), which focuses on the premise that victims involved with the criminal justice system should have their own set of rights – as a subset of other individuals in society. This proposed Act contains suggestive amendments to other statutes such as the *Criminal Code* and the *Corrections and Conditional Release Act*. Bill C-32 is exclusive to include only those considered victims of crime and does not address the very fact that a significant amount of crime occurs between individuals who are either intimate or family, not by strangers.

Explaining crime is at the essence of Canadian criminal law in terms of establishing culpability...

NCR cases sensationalized by media can lead to public outrage and pave the way for questionable legislative changes that may conflict with constitutional rights under the Charter ...

Yes, we 'witnessed' (repeatedly and incessantly) an immensely ugly case when Vincent Li beheaded and cannibalized Tim McLean on a Greyhound bus in Manitoba in 2008. Vincent Li suffers from schizophrenia, and he believed at the time that he was being instructed by a higher being to eliminate a space alien attack. Of course there is no excuse for his actions, but under the law and in a rational society, we are able to understand and explain how this might have been the case.

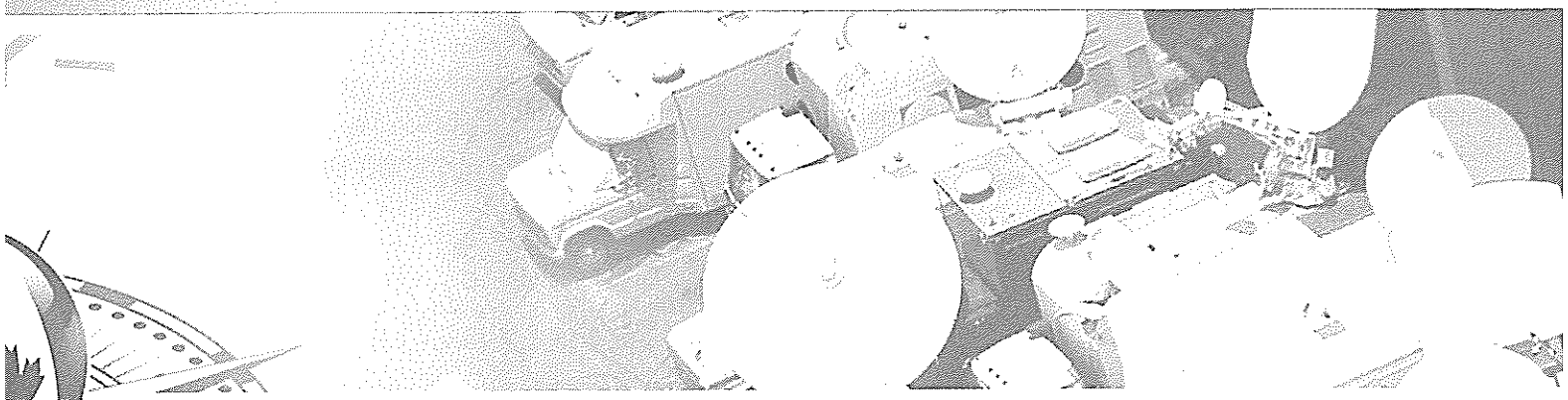
As such, the courts decided Vincent Li could not be held criminally responsible for his actions. Lacking understanding of what this actually means and with little access to information, the public was outraged. Many experts feel it was this that provided the impetus to push the *Safe Streets and Communities Act* forward.

Bill C-54 changes the handling of mental disorders under *Criminal Code of Canada*...

Bill C-54 has three main components, all of which affect the manner in which mental disorders are handled in the *Criminal Code* and the *National Defence Act*:

- It amends the criteria to be considered in dealing with a person found "not criminally responsible" (NCR) by virtue of a mental disorder, to focus more narrowly on public safety.
- Under the proposed legislation, a Crown application may request an NCR accused to be deemed "high-risk," which would subject them to longer periods of custody, triennial rather than annual review opportunities, and restrictions not related to their mental health treatment or recovery.
- Lastly, by virtue of Bill C-54, victims will be informed when the specific NCR is discharged into community. [1]

Bill C-54 fails to distinguish between treatment and punishment of an individual with a mental disorder, but rather "conflates" [2] the two



terms, as though disregarding the fact that an NCR designation is not a sentence but the beginning of a treatment regime and management of a *patient's* mental disorder. In failing to address the underlying root causes of crime, and because of the obvious punitive bias, Bill C-10 and Bill C-54 could seriously undermine the safety of the public, at least in the long term.

Bill C-32, the Canadian Victims Bill of Rights

On April 3, 2014, Prime Minister Stephen Harper introduced Bill C-32, the *Canadian Victims Bill of Rights*. We applaud such a bill. We would ask readers, however, to consider other aspects related to victimization that are not addressed in this bill. In his address, Harper noted that "the rights of criminals have received more attention, far more attention than those of their victims." He then noted several brutal, well-publicized victimization cases, e.g., the young man in Quebec killed by a hit-and-run driver, the man who returned to his British Columbia neighbourhood after having sexually abused two young girls, a boy killed by Clifford Olson, another female child murdered, a father and mother whose son was gravely injured by a swarming group, and a number of other cases.

Friends and families of the victims, devastated and lives torn apart, after Harper's address, told grim tales of having been victimized by strangers. Stranger victimization tends to create the greatest fear, but is far less common. The Canadian statistics for 2012 reveal that the number of homicides was not only almost ten percent lower than in the previous year, but also the lowest homicide rate since 1966. Statistics Canada also reports that the trend for attempted murders remained the lowest it has been in the past 40 years.[3] Stranger-related homicides decreased to 0.19 per 100,000 population, the lowest in over 40 years. In 2012, 16 children under the age of three were murdered. Most of these murders (90%) were committed by someone related or known to the child.[4] Such statistical trends are extremely important in any consideration of Bill C-32, as they exemplify the fact that most crimes against children are committed by someone who is familiar or related to them and not strangers.

Bill C-32 fails to address the more complicated issues underlying crime and victimization...

The Victims Bill of Rights (Bill C-32), fails to acknowledge that the majority of victims have a relationship to their perpetrator. In fact, statistics show that 84% of all solved homicides were committed by someone known to the victim.[5] This Bill fails to address the more complicated issues related to crime and victimization. For example, statistics show an association between alcohol and drug consumption and violent crime. Statistics Canada report that 75% of persons accused of homicide had consumed alcohol, drugs, or other intoxicants, and that 62% of victims of homicide had also consumed an intoxicant. Therefore, the so-called "stranger-danger"[6] phenomenon upon which Bill C-32 is based is not based on fact.

A true victims' bill in name only...

Most disturbing in the construction of Bill C-32 is the title itself. The proposed *Canadian Victims Bill of Rights* is in essence a bill of rights for **victims of crime only** and excludes any consideration of other categories of victims in Canada – many who suffer similar trauma and a feeling of exclusion from a sense of justice. For example, while some traumatic experiences may not necessarily be crime-related events, the impact may be the same. These include armed service personnel suffering PTSD, victims of the Lac-Mégantic (Eastern Townships, Quebec) tragedy, killing 47 people, and other industrial accidents, witnesses of horrific events, family members of the accused, first responders, and many others. To this latter group we assign the right to civil proceedings (or nothing at all), a process that is characterized by the risk of personal financial burdens and wait times for justice that often cause victims to "just let it go". In the interim, they are left to fend for themselves and we as a society somehow feel that their pain is less important and worthy of protection.

The concept of a victims' bill of rights seems so right...

The concept of a "victim's bill of rights" just seems **so right** and there are few citizens who would not support this formulation. In doing so, let's do it right and call a "spade a spade" if that's what it really is. Thus, if Bill C-32 is intended for victims of crime only, then let's name it the "*Canadian Victims of Crime Bill Of Rights*" and not disguise it as anything else. As for those "other victims", parliament appears willing to just let them "go it on their own" and one has to ask "why"? What advantage does parliament perceive in this restrictive crime process? Whose interests are really being served here?

Lastly, but no less important regarding the various crime bills, are the photo ops used to announce their launch. Here we observe a, now, too-familiar charade; where by a carefully selected group of victims of crime are strategically recruited and utilized to form the backdrop for the media presentation. To further enhance the effect, a particular locale reminiscent of a most heinous recent crime and resultant victimization is showcased.

In the staging of the above scenario one is lead to believe that the entourage assembled represents the sentiments of **all Canadians** and in particular, all victims of crime. Do the participants in this situation not realize that they were just being used – used to promote the interests of a particular ideology with little advantage for themselves or future victims of crime? As stated by Clayton Ruby, "The bill is an example of a community that has sold itself to the Conservatives for a mess of porridge".[7]

Concluding remarks

The advent of moral panic in any community does little to promote public safety and while there are worthwhile issues that deserve our attention, the hallmark of a matured process is based on reason and quality information. There is little room for "show boating" and those that rely on this process shall surely be identified and met with disrespect.••

[1] Legislative Summary, http://www.parl.gc.ca/LegisInfo/BillDetails.aspx?Language=E&Mode=1&billId=5964767&View=8 Library of Parliament. February 2013.

[2] The Canadian Bar Association. 2013. Retrieved from http://www.cba.org/cba/submissions/pdf/13-20-eng.pdf

[3] Retrieved from Statistics Canada at: http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2013001/article/11882-eng.htm?fpv=2693#a1

[4] Retrieved from: http://www.canadiancrc.com/Child_Abuse/Canada-Child_Youth_Homicide_Murder_Statistics_Canadian_Center_Justice_Statistics.aspx

[5] Retrieved from Statistics Canada at: http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2013001/article/11882-eng.htm?fpv=2693#a1

[6] Richard M. Guo, *Stranger Danger and the Online Social Network*, 23 Berkeley Tech. L.J. 617 (2008). Available at: http://scholarship.law.berkeley.edu/btlj/vol23/iss1/26

[7] Victims' rights bill "shallow symbolism". The Canadian Press. April 4, 2014.

RÉSUMÉ

PROMOTING PUBLIC SAFETY THROUGH MORAL PANIC: THE HALLMARK OF INSECURITY

Par Janne A. Holmgren, Ph. D., et Roland LaHaye, M.A., tous deux professeurs agrégés du Département d'études de justice à la Mount Royal University. M. LaHaye est le président sortant de l'ACJP.

Les criminologues Janne Holmgren et Roland LaHaye s'en prennent à l'utilisation de projets de loi *omnibus* et de campagnes médiatiques bien planifiées pour faire avaler des projets de loi qui pourraient difficilement être acceptés autrement. Des changements ont été apportés aux lois criminelles par le gouvernement au cours des dernières années, notamment la *Loi sur la sécurité des rues et des communautés* (le projet de loi C-10), la *Loi sur la réforme de la non-responsabilité criminelle* (le projet de loi C- 54) et la Charte canadienne des droits des victimes (le projet de loi C-32). Constatant que C-54 a été adopté sans bruit dans la foulée de C-10 et qu'il met l'accent sur le danger posé par des étrangers, la forme d'agression la moins fréquente au pays, les auteurs considèrent qu'il s'agit d'un autre exemple de réaction impulsive à un petit nombre de situations criminelles hautement médiatisées. Puis, caractérisant le projet de loi C-32, la *Charte des victimes d'actes criminels*, de projet de loi *omnibus* vendu aux Canadiens au moyen d'une campagne médiatique bien orchestrée qui a fait naître une peur injustifiée au chapitre de la sécurité publique, qui de surcroit contribue très peu à promouvoir cette même sécurité, Holgren et LaHaye critiquent aussi le fait que le projet de loi exclut d'autres types de victimes, telles les victimes de déraillements de train ou autres désastres industriels.

JUSTICE ACTUALITÉS REPORT

2015 CALL FOR ARTICLES

Submissions vary from 750 words to 2500 words.

DEADLINES AND THEMES

Articles may be submitted PRIOR to these dates.

SUMMER – May 30, 2015
Aboriginal Issues

Fall - August 30, 2015
Various topics

Winter 2016 - November 30, 2015
Violence against women and girls

Please send articles or any questions or comments to the Editor, Nancy Wright, at ccjapubsacjp@gmail.com

ARTICLES DEMANDÉS 2015

Les soumissions devraient comporter de 750 à 2 500 mots.

DATES DE TOMBÉE ET THÈMES

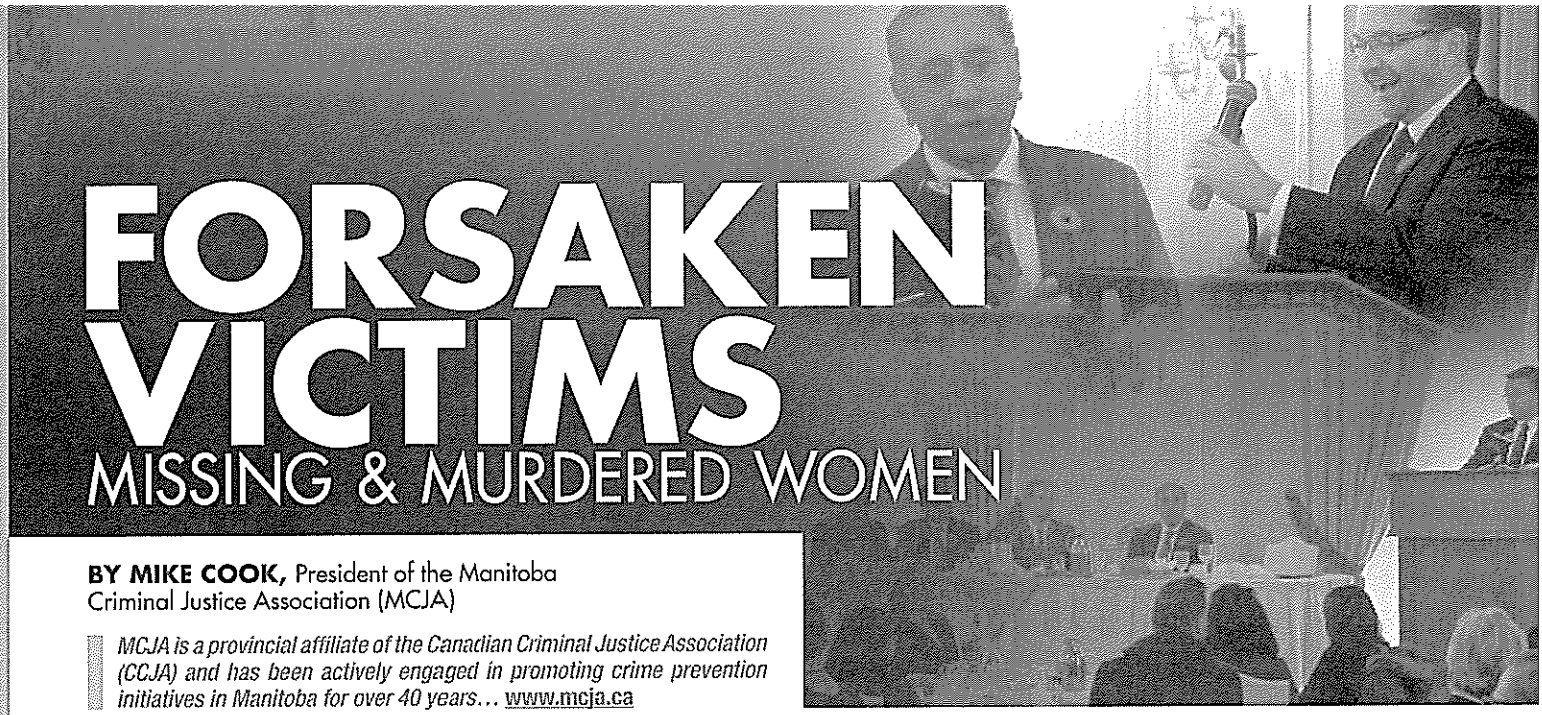
Les articles peuvent être soumis AVANT la date de tombée.

ÉTÉ - 30 mai 2015
Questions Autochtones

AUTOMNE – 30 AOÛT 2015
Divers sujets

HIVER 2016 - 30 NOVEMBRE 2015
Violence envers les femmes et les filles

Veuillez faire parvenir vos articles, questions ou commentaires à ccjapubsacjp@gmail.com



FORSAKEN VICTIMS
MISSING & MURDERED WOMEN

BY MIKE COOK, President of the Manitoba Criminal Justice Association (MCJA)

MCJA is a provincial affiliate of the Canadian Criminal Justice Association (CCJA) and has been actively engaged in promoting crime prevention initiatives in Manitoba for over 40 years... www.mcja.ca

Grossly inadequate housing, food insecurity, health issues, inadequate access to health care, extreme poverty and drug dependence; these are the factors the Honourable Justice Wally Oppal highlighted on November 6, 2014, when he spoke to a sold-out audience at the Manitoba Criminal Justice Association's Annual Crime Prevention Breakfast.

Missing and Murdered Women in Canada

November was proclaimed Crime Prevention Month in Manitoba in 1989. The MCJA, among other, was commended for its efforts leading up to the proclamation at the meeting of the House on November 3, 1989.[1] On November 6, 2014, Justice Minister James Allum read the Proclamation declaring November as Crime Prevention Month at the Breakfast. The MCJA thought the topic for this year's Crime Prevention Breakfast and Workshop should focus on an urgent National issue, namely, Missing and Murdered Women in Canada.

Honourable Justice Wally Oppal at the MCJA Crime Prevention Breakfast - November, 2014

Justice Oppal conducted the Missing Women Commission of Inquiry in British Columbia. This dealt with the disappearance of women from the impoverished Downtown Eastside area of Vancouver. Robert William Pickton was eventually charged and convicted of multiple counts of murder of some of these women on his pig farm outside of Vancouver.

Pickton's Victims (2012)... a tragedy of epic proportions

Justice Oppal spoke to us of the tragic victims of Robert Pickton's multiple murders. Justice Oppal indicated that the story of missing and murdered women is a tragedy of epic proportions. We sat spellbound as we listened to how it was simply unfathomable that these women, forsaken year after year and, tragically, were murdered by one of Canada's most notorious serial killers.

Missing and murdered women... a crisis around the globe

There are victims around the world when one considers the crisis of missing and murdered women. This is an international, national and, in Manitoba, very horrific concern. Justice Oppal indicated that Aboriginal women experience higher levels of violence both in terms of incidence and severity and are disproportionately represented in the number of missing and murdered women across Canada. Justice Oppal emphasized how vulnerable and marginalized women around the world are exposed to a higher risk of violence, including sexual assault, murder and serial predation.

The cause and effect of social exclusion, disadvantage, marginalization, victimization... systemic blocking of rights, opportunities, and access to resources normally available in society

During the inquiry, Justice Oppal heard from the families of the missing and murdered women. Each of the missing and murdered women was a valued member of her community. Each woman had hopes and dreams. Each woman was loved. Justice Oppal heard from many about the victim's lives, their many talents, their hopes and dreams and their relationships with their children and other family members. Justice Oppal told us how marginalization is the social process by which individuals and groups are relegated to the fringe of society. It is closely tied to the concepts of social exclusion and social disadvantage. It refers to the process by which people are systematically blocked from rights, opportunities and resources normally available in the society.

The victims of Robert Pickton and the victims at home in Manitoba were, for the most part, marginalized and vulnerable.

In 2014... a Winnipeg victim calls for a National Inquiry on missing and murdered women

In Winnipeg, in August 2014, the body of a young woman was pulled from the Red River, wrapped in plastic. A few months later, another young woman was assaulted and thrown into the Assiniboine River; left for dead she crawled out of the cold autumn waters. One victim has lost her life and will never be heard from again. The second victim is now speaking out and suggesting that perhaps there should be a National inquiry on missing and murdered women in Canada.

Each victimization creates a myriad of other victims...

There are many victims of missing and murdered women. The woman who disappears or is murdered is a victim. Her family is a victim. Her community is a victim. The act of one person taking the young woman, the act of a person murdering a young woman has devastating effects on dozens if not hundreds of people in that person's sphere of influence. These victims suffer in many ways, including depression, anger, hopelessness, confusion, feelings of betrayal, and often wonder why it happened to them and their family. Justice Oppal indicated that all victims are entitled to professional assistance in helping them cope with and continue to function despite the devastating loss that they suffer.

MCJA honoured by the involvement of Justice Oppal

The MCJA is very thankful for Justice Oppal and his wonderful participation in not only the breakfast address but also leading us in an all-day work shop. Justice Oppal is perhaps one of the foremost authorities on Missing and Murdered Women in Canada and gave us valuable insight as to the cause and effect of this type of victimization. We felt it important to also hear from other persons, and arranged for an array of wonderfully talented speakers to come throughout the day to speak. One victim held the audience in absolute silence as she described what it is like to be a victim.

Bernadette Smith speaking on behalf of her sister Claudette Osborne, and other women who have *disappeared* in Winnipeg since 2008...

Bernadette Smith is the sister of Claudette Osborne. Claudette Osborne disappeared in Winnipeg on July 24, 2008. Claudette was only 21 at the time and has not been heard from since. Ms. Smith described the horror the family has lived through for the past eight years, how they hope Claudette will walk through their front door one day and the nightmare will end for the family. It is wonderful to see how the family has not lost hope for Claudette's return, but every member of the audience felt the pain as Ms. Smith described how difficult it is to continue on with life when one of your family members has been the victim of a crime. Bernadette Smith is articulate and engaging and speaks on behalf of her sister Claudette and other victims across the Province of Manitoba.

1200 MISSING AND MURDERED WOMEN IN CANADA...

Winnipeg's Project Devote - Winnipeg Police Service/RCMP project, police and civilians working together to solve mystery cases of missing women...

In Winnipeg we have a joint Winnipeg Police Service/RCMP project entitled Project Devote. Ms. Smith talked about how her sister is now part of that project. The Police and civilian members of Project Devote are dedicated to trying to solve some of the many cases where women were victims of crime and never did return to their families. It is estimated that in Canada there are currently approximately 1200 missing and murdered women. The families of the missing women are also victims and suffer a cruel punishment daily. These families continue to search for their loved ones on their own looking for them on the streets, in their home communities and other communities they have visited. The families themselves put up the posters and utilize social media in an attempt to find out where their loved ones have gone. They are tireless in their heroic efforts. This last summer many families dredged the rivers in Winnipeg hoping to find loved ones on their own. Such victims do not lose hope. They show an incredible strength. The MCJA applauds them.

MCJA moves forward with its mandate to educate the public with upcoming issues and speakers...

The Manitoba Criminal Justice Association was honoured to hear from many speakers the day of our Breakfast lunch/workshop. The Board felt that it was incumbent on us as part of our mandate to educate the public on crime and to have a day of discussion on such an important social issue. We were honoured to have Justice Oppal attend with us. It was wonderful to hear from Bernadette Smith and the other speakers during the day-long forum. It has not yet been decided what the topic will be for next year's Crime Prevention Breakfast but moving forward with our mandate to educate the public, we will undoubtedly together as a board engage other speakers on another important social issue.••

Thank you Justice Oppal. Thank you Bernadette Smith. Thank you to all speakers and attendees of MCJA's Annual Crime Prevention Breakfast.

The MCJA applauds and supports all victims and encourages them to continue their searches for Canada's missing women and help end this horror.

RÉSUMÉ

FORSAKEN VICTIMS: MISSING AND MURDERED WOMEN

Par Mike Cook, président de l'Association de justice pénale du Manitoba (AJPM)

Mike Cook fait rapport sur la liste impressionnante de conférenciers s'étant adressés à un auditoire captif et fasciné sur la question des femmes disparues et assassinées, dans le cadre du petit-déjeuner annuel de l'Association de justice pénale du Manitoba. L'honorable juge Wally Oppal, une sommité sur cette question, a présenté une vision introspective de la cause et des effets d'une telle victimisation, insistant sur le fait que les femmes vulnérables et marginalisées du monde entier sont plus à risque de subir de la violence, incluant des agressions sexuelles, un meurtre et des actes de prédation répétés. Cook rapporte que d'autres conférenciers se sont également exprimés, telle Bernadette Smith parlant au nom de sa sœur toujours manquante, Claudette Osborne, disparue à Winnipeg le 24 juillet 2008, à l'âge de 21 ans. Cook traite aussi du *Project Devote* de Winnipeg (une initiative du Service de police de Winnipeg et de la GRC), dans le cadre duquel des policiers et des civils collaborent pour résoudre des cas mystérieux; il souligne que quelque 1 200 femmes sont portées disparues ou assassinées au Canada à l'heure actuelle. Cet article rapporte aussi que tous les conférenciers à l'occasion du petit-déjeuner ont insisté sur l'importance s'assurer un soutien aux familles de victimes d'événements aussi tragiques et qu'une victime de 2014 à Winnipeg réclame la tenue d'une enquête nationale sur les femmes disparues et assassinées.

FREUD SAID IN HIS "CIVILIZATION AND ITS DISCONTENT"... "I CANNOT THINK OF ANY NEED IN CHILDHOOD AS STRONG AS THE NEED FOR A FATHER'S PROTECTION." THE WORLD IS WORRIED ABOUT THEIR YOUNG PEOPLE. WORLDWIDE NIGHTLY NEWS ITEMS REGULARLY SHOW DEATH AND DESTRUCTION AND RUINATION OF YOUNG PEOPLE. IF FREUD'S "FATHER THE PROTECTOR" IS TAKEN IN 2015 AS A METAPHOR MAYBE WE CAN BROADEN OUR VIEW OF THE ONGOING EXISTENTIAL QUESTION "HOW COULD THIS HAPPEN?"

VICTIM? IS AN ARTICLE ATTEMPTING TO ADD REASON TO THE AGE OLD QUESTION OF HOW COULD THIS HAPPEN TO THESE WORLDWIDE YOUNG PEOPLE AND OUR YOUNG PEOPLE OF CANADA.

VICTIM?

BY DR. JON FRIEL, Registered Psychologist, Alberta

The term victim is derived from the "Latin *victima*, late 15th century, denoting a creature killed as a religious sacrifice". Current usage includes the following: harmed, killed, damaged, or destroyed by crime (or other, such as natural disaster, disease, etc.), and "a person who has come to feel helpless and passive in the face of misfortune or ill-treatment" (Oxford Dictionary).

Since 1970, the notion of victim has been front and centre in the field of human sciences. As a result of the extensive experience gained throughout my professional life as a psychologist working with youth in contact with the Canadian criminal justice system, I have come to qualify many of the youth with whom I have worked as victims. Yes, I mean the perpetrator is also the victim.

THE REAL WORLD

For example, you may find a sex offender who was a victim of the same crime but never told anyone and never received treatment. Or, one may find a murderer who has observed and/or been the victim of physical aggression and punishment. Some offenders may have been alienated most of their lives. Many offenders are generally in a condition other than 'normal' when they commit a criminal code act. And, some, having committed such an act will view themselves as heinous.

The impact of illiteracy, fewer social skills, lack of positive sense of self...

It's a known fact that many people who come in contact with the criminal justice system have few skills and abilities. Being illiterate, or unable to totally comprehend their world, which is our world as well, causes stress and frustrations that can lead to fewer social skills, and a lack of positive sense of self. Such people may have under-socialized morals, ethics and values. Others may have such low employment skills that little work is available to them. These are not excuses for anti-social behaviours and attitudes. These are real world scenarios. They suggest that we as a society will probably have a small but steady population base filled with some people who simply are going to be problematic, unless society sees the need for social support for these folks.

There are those youth who for many different reasons feel disenfranchised from our society. Such youth have been with us for years... these are young people who reject society, maybe want anarchy or are looking for a new world order. This is nothing new. Further, the antisocial attitude and behaviour of such youth will not be confined to any one society or century. These youth will at times reason their actions by way of various mantles, from religion to politics to economics to environmental causes.

Mental disorders, illicit drug use and 'criminal' behaviour generally develop in childhood, before age 12...

There are about 450 million youth with mental and behavioral and correctional issues worldwide and by 2020 this will increase by 15%. The youth statistics for Canada effective 2010/11 suggest we have about 14,800 youth between 12 and 17 on remand/in secure (1500) or open custody (13,300), which is about 1 % of our youth population.

According to Statistics Canada (2014) mental disorders, illicit drug use and criminal activity usually develop in childhood before the age of 12. Some common factors among these at-risk children are poverty, lack of medical and dental care, homelessness, teen parenthood, divorce, child abuse, mental illness, neglect, a lack of group homes, residential treatment facilities, or a lack of relevant professionals. (Anglin, 2002; Coles, 2001; Statistics Canada, 2014).

Statistics Canada (2014) cited 3.2 million youth between ages 12-17 suffer from a major depressive disorder and/or alcohol and drug use. It is estimated that in Canada one in five youth will receive mental health treatment. But, of these one in five Canadian youth who will receive treatment, it will only be just enough treatment as would be needed to function at regular activities.

Are we neglecting the very population base (YOUTH) most likely to come into contact with the CJS?

There are niche programs that offer some assistance to some at-risk children, such as finding homes for people, food programs, and women's shelters. However, definitive programs for youth (12 to 17) and children (under 12) having a theoretical basis and with practical and statistical evidence of measured sustained success are not self-evi-

dent. This suggests we as a society are neglecting the very population base which leads to criminal justice problems.

A major challenge facing all youth who have come in contact with the justice system, but especially non-resilient youth, is the transition from confined and restrictive care to whatever form of community placement comes next, e.g., moving back home, or to a foster home, or to independent living in an apartment under some supervision. (Osborne 2006).

Victims within confined and restrictive care populations: when victim becomes perpetrator...

While the question for human services professionals has always been "what to do for... the victim," such that we may together accomplish the task of assisting the victim. But the victim referred to in this present article is the perpetrator, and probably does not know he or she is a victim. So, in such cases victim and perpetrator are one and the same. Young people who perpetrate horrible acts, crime in general, usually have a history of mental health issues and/or other dual-diagnosis problems, which might include substance use and abuse. Though one may have empathy for the victim, perhaps the best advice to give a professional is "do not treat the victim as a victim". Canfield, 2006 and Scaer, 2007 are talking about victims of criminal acts, but their advice is equally sound for those working with perpetrators.

There are many ways one becomes a victim in this world: war, crime, or by way of a chaotic family that may include violence and some form of abuse. Sometimes we unwittingly develop a victim role when we aspire to a goal and then not achieve it and attribute the failure to external forces. People want to be important and feel as such and need recognition and be validated as to who they are and if society does not provide these things, some people will do unspeakable acts to gain this recognition.

Occasionally people wallow in self-pity, and have all manner of vengeful thoughts *or* have thoughts of revenge, or of getting even. So it is to these who do not have the resilience to cope with or recognize their victimization that society must extend expanded resources; if not, society loses not only their potential skills and abilities, but the social involvement of each such 'lost' citizen adds up to a snag in society's ability to advance and move forward (Nevitt 2014). This includes some youth victims turned perpetrators.

Desensitization and youth offenders

Getting back to my initial question about human services, of "what to do for... the victim" we see how this issue encompasses male and female youth in confined and restrictive care. These young people may feel they have been victimized in some manner - from childhood to their teen years while under social service care and then as teens from arrest, to trial, to sentencing, and onto youth correctional care and custody (Brendtro, Brokenleg et al. 2002; Workman, 2010; Armstrong, 2013). In other words they do not see their crime as wrong, as they themselves have been victimized all too often. As noted earlier, there are about 450 million youth with mental and behavioral and correctional issues worldwide and by 2020 this will increase by 15%. Findings from other sources suggest that criminal behavior increases not only with the incidence of maltreatment but also with the severity of maltreatment (http://www.nber.org/digest/jan07/w12171.html).

The importance of moving a victim to a prosocial state of self-support...

As the axiom "not treating the victim as a victim" suggests, we need a strategy to assist such folks to move from a state of victim to a prosocial position of self-support. This is also true for the perpetrator who is also the victim. Our first step is to understand their trauma (refer to my trilogy on youth trauma in issues 28.4, 29.2, and 29.4 of the *Justice Report*). Next, we search for ways to affect their self-understanding of the higher order human emotions of guilt & shame (Malouf et al. 2013), embarrassment (Chui et al. 2013) and self-pride (Edwards, 2012). These emotions are required by all of us to acquire a level of social competence which generally keeps us from social deviance and thereby possible arrest, probation, incarceration and conditional release in the first place. However, the question still remains how do we affect this acquisition of social competence within the non-resilient youth confined and restrictive care population of Canada (*Justice Report* 29.4)?

These non-resilient youth need emotional self-regulation. Imagine if you will the acquirements for this skill: identifying the emotion, accurately labeling the emotion, using strategies to regulate the emotion, accepting the emotion and exhibiting self-control while experiencing the emotion (Gratz and Roemer 2004). Further, imagine going from confined and restrictive care to a community placement and finding out you do not fit this intended placement and now find yourself on the list of multiple placements and you cannot understand why (Osborne 2006). At this point it then becomes not a matter of counselling or supervision to assist you in adjusting to society as such. Why? By now there have been too many opportunities for those further victim-producing experiences (ex: multiple placements) which assist in creating or concretising a victim mentality in the youth, and they no longer hear what the counsellor or supervisor is communicating to them.

***'Untreated'* is a good term for what can happen to non-resilient youth in confined and restrictive care...**

'Untreated' is a good term for what has happened to many non-resilient youth in confined and restrictive care. A child's emotional and behavioral problems are associated with their opportunities to realize their potential. Limit these opportunities and you increase their likelihood of involvement in risky behaviors and render them vulnerable to a host of undesirable outcomes, including dropping out of school, delinquency, increased chances of contracting sexually communicable diseases and irresponsible consumption of alcohol" (Rapee et al. 2012, in Hunsley 2014).

The above non-resilient youth victim placement-issues scenario is all too reminiscent of Canada's 1960 Mental Health Reform Bill (C-30), which led to the deinstitutionalization into the community of patients from mental health facilities without the necessary follow up resources (Ennis et al. 2014). For example, we know from the work of Sealy (2004) that in 1965 Alberta had 5980 psychiatric beds and Canada had 69,128 beds in total. By 1981, Alberta had dropped

from 4.1 beds to 3.4 beds per 1000 people. Again another drop is seen in 1985, when Alberta had 166.3 days of psychiatric care per 1000 people and by 1999 the number of days had decreased to 109.2 per 1000 people. Canada in total went from 280 days per 1000 people in 1999 to 196 days per 1000 people in 1999. The exact number of adolescent beds and hours is not known, another distressing fact, but one might surmise there has been a decrease in beds and days of services as well. Over the years, we have deinstitutionalized people and cut back services, and we are now asking ourselves as a society the same questions we asked in the past when we hear about some new horror… *how could this have happened*? I hope I have given you some understanding of how it could happen.••

REFERENCES

Anglin, James P. (2002). Pain, Normality, and the Struggle for Congruence: Reinterpreting Residential Care for Children and Youth. Routledge, New York.

Armstrong, Sarahand Beth Weaver. (2013). Persistent Punishment: User Views of Short Sentences. Howard Journal of Criminal Justice 52 (3), pp. 285-305.

Brendtro, Larry K., Martin Brokenleg, and Steve Van Bockern.(2002). Reclaiming Youth at Risk: Our Hope for the Future. Bloomington: Indiana. The Solution Press.

Canfield, Jack. (2005). The Success Principles: How to Get from Where You Are to Where You Want to Be. New York: Harper Collins.

Chui, Wing Hong Eric and Keven Kwok-Yin Cheng. (2013). The mark of an ex-prisoner: Perceived discrimination and self-stigma of young men after prison in Hong Kong. Deviant Behavior 34(8), August, pp. 671-684.

Coles, Robert, Randy Testa and Michael H. Coles (Eds). (2001). Growing Up Poor: A Literary Anthology. New York: The New Press.

Edwards, Kerry L. (2011). Male Offenders' Work Experiences Pre-Prison, In-prison and upon Reentry: Interaction between Work and Crime (Phd diss), The University of New Mexico. Retrieved from http://pqdtopen.proquest.com/doc/879049194.html?FMT=ABS

Ennis, Andrea, Peter McLeod, and Margo Watt. (2014). Criminalization of the Mentally Ill – A Canadian. Gender- Based Perspective. Synopsis 36(1).

Gratz,Kim .Land Lizabeth Roemer (2004). Multidimensional Assessment of Emotion Regulation and Dysregulation: Development, Factor Structure and Initial Validation of the Difficulties in Emotion Regulation Scale. Journal of Psychopathology and Behavioral Assessment 26(1).

Hunsley, John, Ashley Ronson, Karen R. Cohen and Catherine M. Lee. (2014). Psychologicals ervices for children and youth: A survey of Canadian practitioners. Canadian Psychology 55 (2).

Malouf, Elizabeth, Kerston Youman, Laura Harty, Karen Schaefer, and June P. Tangney. (2013). Accepting guilt and abandoning shame: A positive approach to addressing moral emotions among high risk high need individuals. Context Press Mindfulness and Acceptance Practica Series, pp 215-239. Oakland: CA.

Nevitt, Thomas J. (2014). The Victim Mentality. Retrieved from http://aaph.org/node/214

Osborne, Alexandra L. (2006). "A national profile and review of services and interventions of children and young people with high support needs in Australian out of home care" (Phd diss, The University of Adelaide School of Psychology).

Oxford Dictionaries. Retrieved from http://www.oxforddictionaries.com/definition/english/victim

Canadian Association of Chiefs of Police – CACP (2008). Literacy and policing in Canada. Public Safety Canada. Policing Research Portal.

Scaer, Robert C. (2007). The Body Bears the Burden: Trauma, Dissociation and Disease. Amazon.

Sealy, Patricia and Paul C. Whitehead. (2004). Forty years of Deinstitutionalization of Psychiatric Services in Canada: An Empirical Assessment. Canadian Journal of Psychiatry 49 (4).

Statistics Canada. (2014). Retrieved from www.stat.can.gc.ca /strat-debut-enghtml

Workman, Kim. (2010). Can Prisoners also be victims? Promoting injustice through legislation. Restorative Justice Online May 17. Retrieved from http://www.restorativejustice.org/RJOB/can-prisoners-also-be-victims-promoting-injustice-through-legislation

PLEASE SEND ANY REMARKS, OR A COMMENTARY, REGARDING THIS ARTICLE

to *Justice Report* Editor, Nancy Wright:

ccjapubsacjp@gmail.com

and keep your eye out for the Notices/Feedback section in future issues!

VEUILLEZ ADRESSER TOUT COMMENTAIRE RELATIF À CET ARTICLE

à l'éditrice de l'*Actualité-Justice*, Nancy Wright :

ccjapubsacjp@gmail.com

Demeurez à l'affût de la section Avis/commentaires dans les numéros à venir.

RÉSUMÉ

VICTIM?

Par Dr. Jon Friel (psychologue agréé, Alberta)

Freud affirmait dans *Le malaise dans la civilisation*: « je ne saurais trouver un autre besoin d'origine infantile aussi fort que celui de protection par le père ». Le monde s'inquiète de ses jeunes. À l'échelle de la planète, les nouvelles du soir font régulièrement état de la mort, de la destruction et de la ruine de jeunes personnes. Si on prenait le « père protecteur » de Freud comme une métaphore en 2015, on pourrait avoir une vision plus large des questions existentielles courantes : « comment cela pourrait-il se produire ? » *Victim?* est un article qui cherche à donner un sens à la question récurrente à savoir comment cela pourrait arriver aux jeunes gens à l'échelle de la planète et à nos jeunes Canadiens.

RESTORATIVE JUSTICE FOR VICTIMS IN THE CRIMINAL JUSTICE SYSTEM

BY STEFAN HORODECKYJ, BA, B.Ed., JD

In the Classical Criminal Justice System the major players are the State (the prosecutor representing society), the offender and the victim. In this system State and offender are central and victims' needs are often marginalized. Restorative Justice (JR), on the other hand, provides a milieu wherein the victim is treated as a participatory and meaningful stakeholder. In this latter system, harm done gives rise to various needs for the victim and obligations for the offender and other stake holders in the community. The term victim includes the primary victim, i.e., the party directly aggrieved by the offender, and the secondary victim, e.g., the primary victim's family members. In the Restorative Justice regime, the needs of the primary and secondary victims are virtually the same and can be categorized as follows: physical, material, financial, emotional and spiritual.

VICTIMS AREN'T LIKELY TO HAVE ALL THE SAME NEEDS, BUT OFTEN HAVE ONE, SEVERAL OR MOST

A victim's physical need would arise, for example, for a victim of a physical assault. For this need, compensation by the offender for medical health care for the victim might be reasonable. This can be accomplished by a Court restitution order.

Other material needs include victim compensation for damage to personal property, such as a home in the case of breaking and entering or vandalism, etc. Theft of personal items would also create a material need for the victim. In such cases it would be appropriate for the offender to make a restitution payment to the victim, at least partially or to whatever extent possible.

Financial needs arise when money is stolen, fraud in particular. This is also true for victims incapacitated as a result of robbery or assault and unable to work, and for this financial compensation would be appropriate and facilitated by way of a restitution order.

Emotional needs are probably the most common and important for victims of crime, and RJ wholeheartedly supports the same.

SOME OF THE MOST IMPORTANT EMOTIONAL NEEDS OF THE VICTIM

- **The fundamental need for safety and security.** According to author Carolyn Yoder, "safety is foundational to trauma healing" (**The Little Book of Trauma Healing**). It is important to recognize that any criminal act inflicted on a victim can be experienced as a trauma by the victim. The victim wants to feel physically and emotionally safe at home, at work, in places of recreation and leisure and in the community at large. He/she does not want to live in fear of the offender;
- **Victims have a need to feel empowered.** The victim needs to believe that he/she has the power to shape his/her destiny, without interference by the offender;
- **Victims need to re-learn how to trust other people**, which might include the offender. This is because some trust was violated when the criminal act occurred;
- **Victims need vindication.** He/she needs assurance from the offender that the former was not at fault and is not to blame for the criminal behavior. In fact the victim wants to hear from the offender that the latter was responsible;
- **Victims need the offender to show remorse** for the harm inflicted on the victim. This is a basic psychological need in all interpersonal relationships;
- **Victims need valuable information from the offender.** He/she wants a truth telling. Some of the questions the victim wants answered include: Why did the offender choose the victim as the target of his criminal act? What was happening in the offender's life when he/she committed the criminal act? Could the victim have done anything to avoid becoming a victim of the crime? What is the likelihood of the victim being re-victimized by the offender?;
- **Many victims need an opportunity to tell the offender** about the negative emotional, physical and financial impact the criminal act had on them and their families. The victim needs to vent and to know that the offender hears and hopefully understands the victim's pain;
- **In some cases victims need reconciliation and problem resolution** with the offender. This, for example, might be in a situation where the husband assaults his wife;

- **Victims need to feel that justice was served.** Foremost, he/she wants to see that the victim's needs caused by the offender's act are addressed by the offender in a responsible, fair and timely manner. As well, the victim needs to exchange information with certain stakeholders in the community, i.e.,the police, Courts and correctional authorities. For example, the victim needs to be informed about the status of a police investigation; to be informed about any decision not to lay a charge and the reasons for the decision; to be consulted on the pre-charge alternative measures being considered; to be informed about the status of the prosecution; to get an opportunity to submit a victim-impact statement at the sentencing hearing; to give his/her opinion about whether an accused should be placed in custody or subject to conditions if released; to know if the accused is in custody; to be informed of release dates, i.e., for temporary absence, parole, discharge possibility, statutory release and final warrant expiry dates, if the offender is in custody; to make submissions to the Parole Board; and to know the terms and conditions of any supervision orders;
- **Victims need emotional closure.** This is perhaps the most important need. He/she desires peace of mind-not to relive the victimization and to move on with life. In some cases this might involve forgiving the offender. By this I mean the victim lets go of the anger towards the offender, without condoning the wrongful behavior.
- **Regarding spiritual needs...** In many cases victims want spiritual infusion or replenishment. Restorative Justice recognizes the importance of the victim's spiritual need. The victim needs renewed faith in the inherent goodness of human beings. Remorse on the part of the offender and possible reconciliation with the victim would go a long way to accomplishing this.

VICTIMS' NEEDS ARE PLENTIFUL AND SOMETIMES COMPLEX

In summary, it is clear that the victim's needs are plentiful and sometimes complex. For the criminal justice system to be viewed by society as fair and just, these needs mustbe addressed in and effective and efficient manner. I submit that Restorative Justice, unlike the Classical Criminal Justice System, offers such a forum. Restorative Justice upholds the principle that crime is fundamentally a violation of people and interpersonal relationships. In contrast, the Classical Criminal Justice System upholds the principle that the crime is an act against the State.

As well, Restorative Justice advocates the principle that the offender's obligation, *inter alia*, is to address the needs of the victim. In contradistinction, the Classical Criminal Justice'sposition is that the offender is to redress the State by being punished.

Finally, the Restorative Justice process maximizes the exchange of information, participatory dialogue, mutual consent and consensus, the collaborative process and positive engagement between the victim, the offender and stakeholders in the community (Zehr 2002). In contrast, the Classical Criminal Justice System maintains the process is an adversarial one between State and offender.••

REFERENCES

Yoder, Carolyn. (2005). The Little Book of Trauma Healing: When Violence Strikes and Community Security is Threatened. Intercourse, PA: Good Books.

Howard Zehr and Ali Gohar (2002). The Little Book Of Restorative Justice. Intercourse, PA: Good Books.

RÉSUMÉ

RESTORATIVE JUSTICE FOR VICTIMS IN THE CRIMINAL JUSTICE SYSTEMS

Par Stefan Horodeckyj, B.A., B.Ed., JD.

Stefan Horodeckyj, avocat, donne une interprétation captivante des avantages de la justice réparatrice par opposition au système de justice traditionnel pour les victimes primaires (celles touchées directement par le contrevenant) et pour les victimes secondaires (les membres de la famille de la victime primaire). Bien qu'il est peu probable que toutes les victimes aient les mêmes besoins, selon Horodeckyj, la plupart d'entre elles en ont un ou plusieurs, notamment un besoin de soins médicaux; des besoins financiers à la suite d'une fraude, d'un vol d'argent ou de dommages matériels à leurs biens, besoins spirituels ; et, le plus commun, des besoins sur le plan émotionnel, tel un besoin de sécurité, de prise en charge de soi, de justification par rapport à toute croyance qu'elles étaient en quelque sorte responsables de ce qui leur est arrivé, un besoin de réapprendre à faire confiance aux gens et un besoin que délinquant fasse preuve de remords pour ses gestes, etc. Horodeckyj fait un lien entre l'approche de la justice réparatrice et les enjeux liés aux victimes, mettant l'accent sur le fait que le système de justice classique ne fait qu'opposer l'État et le délinquant, alors que la justice réparatrice mise sur le partage d'information, le dialogue participatif, le consentement mutuel et le consensus, un processus de collaboration et une implication positive de la victime, du délinquant et des parties prenantes de la collectivité.

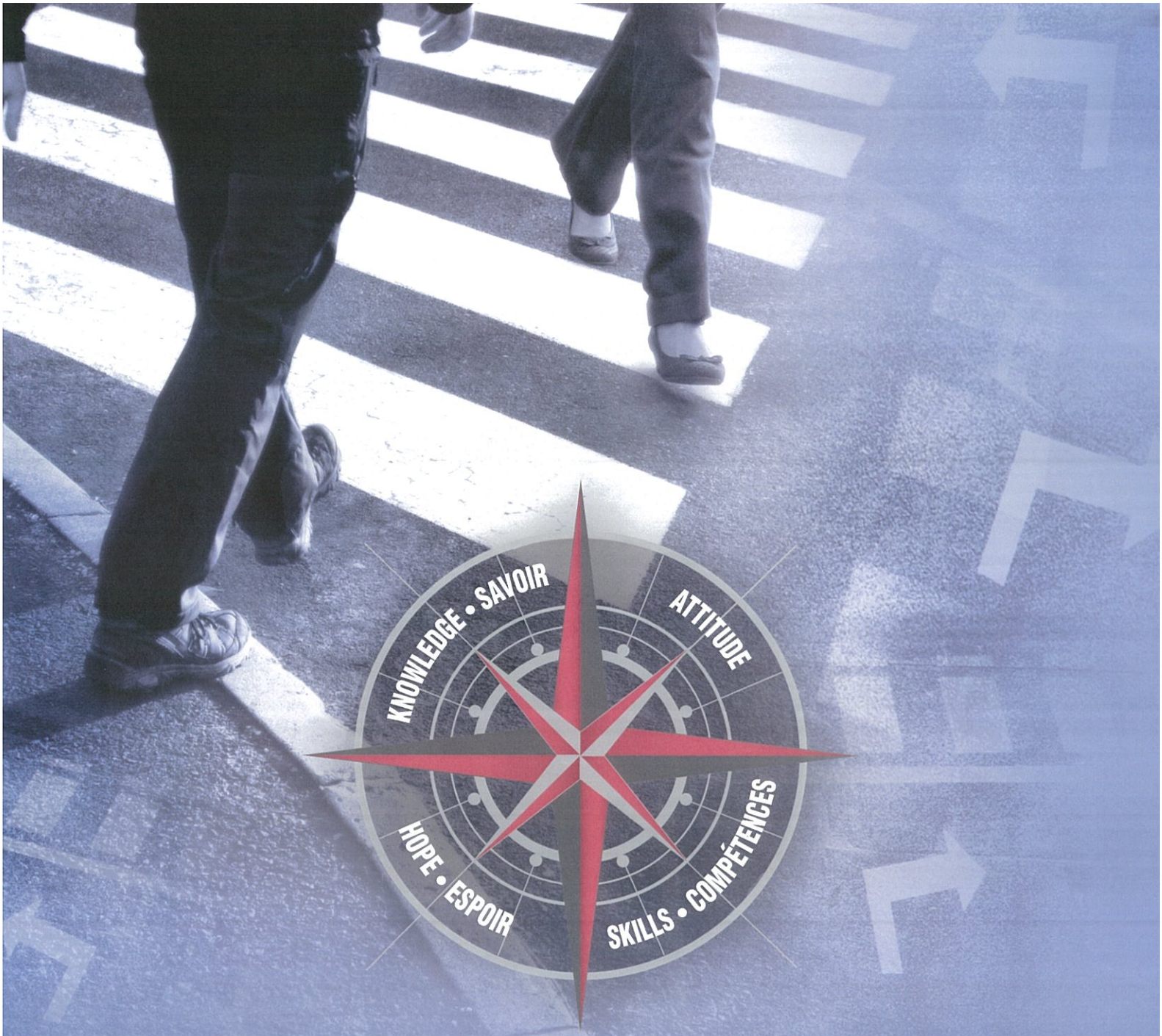
STAY TUNED FOR THE SEQUEL TO THIS ARTICLE

coming up in volume 30.2 of the *Justice Report*, entitled

"Restorative Justice: Forgiving the Offender – The Key to Healing for the Victim of Childhood Sexual Abuse (CSA)"

In the sequel, Stefan Horodeckyj discusses childhood sexual abuse as a prevalent global phenomenon.

Noting that studies show 1:3 Canadian females and 1:6 Canadian males are sexually abused before the age of 16, the author explores the notion of forgiving as a catalyst or key to healing/treatment of the victim.



Justice at the Crossroads
La justice à la croisée des chemins

35th Canadian Congress on Criminal Justice
35e Congrès canadien de justice pénale

Sept. 30 to/au Oct. 3, 2015 • Delta Regina | Saskatchewan • **ccja-acjp.ca**

Canadian Criminal Justice Association
Association canadienne de justice pénale

COLLABORATIVE CENTRE
FOR JUSTICE AND SAFETY

CALL FOR PAPERS
APPEL DE COMMUNICATIONS

DEADLINE // DATE LIMITE : MAY 1 MAI 2015

We welcome submissions from academics, programs, community-based organizations, government initiatives, and professionals!

Nous acceptons les propositions soumises par des universitaires, des responsables de programmes, des organismes communautaires, des organismes gouvernementaux et des professionnels !

You are cordially invited to submit an abstract for a workshop at the 2015 Congress under the theme:
Vous êtes cordialement invités à proposer un résumé en vue de la présentation d'un exposé au Congrès 2015 qui se déroulera sous le thème :

Justice at the Crossroads
La justice à la croisée des chemins

This event is being organized by the Canadian Criminal Justice Association and the Collaborative Centre for Justice and Safety and will be held from September 30, 2015 to October 3, 2015 at the Delta Regina Hotel in Regina, Saskatchewan.

We are interested in compelling, innovative sessions. Presenters will have 20 minutes for each presentation, and each session will be 60 - 90 minutes in duration including time for questions and discussions.

If you are interested in giving a workshop or presentation, please review the following information, fill out and return the application form.

Cet événement organisé par l'Association canadienne de justice pénale et le *Collaborative Centre for Justice and Safety* de la Saskatchewan se tiendra du 30 septembre au 3 octobre 2015 au Delta Regina (Saskatchewan).

Nous sommes à la recherche de présentations engageantes et novatrices. Chaque conférencier disposera de 20 minutes pour sa présentation, et chaque atelier sera d'une durée de 60 à 90 minutes incluant une période de temps réservée aux discussions. Si vous aimeriez faire une présentation et/ou organiser un atelier, nous vous prions de prendre connaissance des renseignements qui suivent, de remplir un formulaire et nous le retourner.

Conference Highlights // Faits saillants de la conférence

Wednesday / Mercredi Sept. 30	Thursday / Jeudi Oct. 1	Friday / Vendredi Oct. 2	Saturday / Samedi Oct. 3
Registration Desk Opens Ouverture des inscriptions	**Registration Desk Opens** Inscriptions	**Registration Desk Opens** Inscriptions	**Registration Desk Opens** Inscriptions
Special Session - PTSD Effects on Professionals Atelier spécial - Effets TSPT sur les professionnels	**Opening Ceremony Procession** Cérémonie d'ouverture Procession	**Plenary Session** // Plénière - 3	**Plenary Session** // Plénière - 5
Welcome Event (hosted) Événement de bienvenue (avec hôte)	**Greetings** // Salutations	**Break** // Pause	**Break** // Pause
	Plenary Session - 1: Key Justice Officials Plénière 1 : Personnages clé du monde de la justice	**Workshops** // Ateliers 3.1 - 3.6	**Plenary Session** // Plénière - 6
	Break // Pause	**Lunch** // Dîner	**11:30- 12:00** **Wrap-Up** // Conclusion
	Workshops // Ateliers 1.1 - 1.6	**Plenary Session** // Plénière - 4	
	Lunch // Dîner	**Break** // Pause	
	Plenary Session // Plénière - 2	**Poster Session** Séance de présentations par affichage	
	Break // Pause		
	Workshops // Ateliers 2.1 - 2.6		
	Banquet		

CONGRESS | CONGRÈS 2015

VIOLENCE – TRAUMA – RECOVERY | VIOLENCE – TRAUMATISME – GUÉRISON

The justice system is increasingly concerned with addressing the causes and consequences of violence. The trauma among Aboriginal families and communities related to missing and murdered Aboriginal women; the trauma experienced by front line professionals (police, fire fighters, soldiers, community-based workers); the victimization of those who experience spousal violence, sexual assault, and other kinds of abuse and violent crime – these kinds of issues demand a national solution. Will this phenomenon continue? How should the justice system respond? Topics could include:

Se pencher sur les causes et les conséquences de la violence est une préoccupation grandissante du système judiciaire. Les traumatismes subis par les familles et les communautés autochtones par suite des disparitions et des meurtres de femmes autochtones, les expériences traumatisantes des professionnels de première ligne (policiers, pompiers, vétérans, intervenants), la victimisation des femmes qui subissent de la violence conjugale, des agressions sexuelles et d'autres formes d'abus et de crimes violents ces types de problèmes exigent une solution nationale. Ce phénomène va-t-il se poursuivre? Comment le système judiciaire doit-il réagir? Voici des sujets qui pourraient être abordés:

- **Violence: how it affects victims, families, communities and professionals**
  La violence: ses répercussions sur les victimes, les communautés et les professionnels
- **Trauma: what we know about the impact of violence and trauma**
  Traumatisme: ce que nous savons des impacts de la violence et du traumatisme
- **Recovery: how should we respond?** | Guérison: comment faut-il réagir?
- **Violence as a public health issue** | La violence: une problématique d'ordre de santé publique

TECHNOLOGY'S IMPACT | IMPACT DES TECHNOLOGIES

New technologies are increasingly affecting the kinds of crime and social issues facing communities, while the justice system and other sectors are being challenged to respond to rapid developments that often have unforeseen consequences. At the same time, technology offers new potential to detect, investigate and respond to crime and social issues, and to circulate information quickly. Potential topics include:

Les nouvelles technologies ont un impact grandissant sur les types de crimes et les problèmes sociaux auxquels font face nos communautés tandis que le système pénal et autres secteurs ont le défi de présenter des réponses à ces développements effrénés lesquels entraînent souvent des conséquences imprévues. Parallèlement, les nouvelles technologies offrent le potentiel de déceler, enquêter et répondre au crime et aux problèmes sociaux, et de circuler les renseignements de façon rapide.Voici des sujets qui pourraient être abordés:

- **Is technology changing our human relationships?** | La technologie transforme-t-elle les relations humaines?
- **The impact and use of social media in crimes, emergencies and natural disasters**
  L'impact et l'utilisation des médias sociaux sur le crime, les urgences, et les catastrophes naturels
- **Cyberbullying** | La cyberintimidation
- **Cyber extortion** | La cyberextorsion
- **Gangs and organized crime** | Les gangs et la technologie
- **Identity theft** | Le vol d'identité
- **Privacy, confidentiality and access to information** | La vie privée, la confidentialité et l'accès à l'information
- **Surveillance by law enforcement agencies** | La surveillance par les autorités policières
- **"Big data": its benefits and possible abuses; inter-organizational sharing of information; and the demands for open and transparent government**
  Les mégadonnées: avantages et abus éventuels, échange d'information entre organisations, les revendications pour un gouvernement ouvert et transparent

COMMUNITY WELLNESS AND CHANGE | MIEUX-ÊTRE DES COLLECTIVITÉS ET CHANGEMENT

It is increasingly recognized that the issues facing communities and the justice system are complex and inter-related, with social, economic, historic, environmental and justice dimensions. What kinds of approaches and responses could strengthen communities and address the challenges facing the justice system? Topics could include:

Les problématiques auxquelles font face les communautés et le système judiciaire sont de plus en plus complexes, inter-reliés, comprenant des dimensions sociales, économiques, environnementales et juridiques. Quels types d'approches et de réponses seraient prometteuses en termes de consolidation des communautés et en termes de défis pour le système judiciaire? Voici des sujets qui pourraient être abordés:

- **Building partnerships between different groups and sectors**
  Bâtir des partenariats entre divers groupes et secteurs
- **Engaging communities and citizen/community leadership in addressing justice issues**
  Favoriser l'engagement des communautés et des citoyens ou d'un leadership communautaire pour répondre aux problématiques en matière de justice
- **Restorative justice, social justice, environmental justice, and other alternative justice approaches**
  La justice réparatrice, la justice sociale, la justice environnementale, et d'autres approches alternatives
- **Strategies that balance prevention, intervention and enforcement**
  Rééquilibrer les stratégies : prévention – intervention – répression
- **Public education on crime and justice issues**
  L'éducation du public sur le crime et les problématiques en matière de justice
- **Topics related to justice and the social and economic issues affecting youth, women, Aboriginal people, immigrants, people with disabilities and other groups**
  Des sujets reliés à la justice, et les problématiques sociales et économiques qui affectent les jeunes, les femmes, les autochtones, les immigrants, les personnes handicapées et d'autres groupes

THE PROMISE AHEAD | CE QUE NOUS RÉSERVE L'AVENIR

With justice at the crossroads, how can we move ahead to address the challenges facing communities, society and the justice system? How can we build knowledge, attitudes, skills, and hope among citizens and professionals, while engaging communities and various sectors to implement positive change? Topics could include:

Avec la justice à la croisée des chemins, comment pouvons nous avancer pour répondre aux défis auxquelles font face les communautés, la société et le système judiciaire? Comment pouvons-nous bâtir les connaissances, les attitudes, les compétences et l'espoir parmi les citoyens et les professionnels, tout en mobilisant les communautés et les secteurs divers pour établir des changements positifs? Voici des sujets qui pourraient être abordés:

- **What is the future of the justice system? What trends, issues and approaches will shape the coming decade?**
  Quel avenir est réservé pour le système judiciaire? Quelles tendances, problématiques et approches détermineront la prochaine décennie?
- **Innovative, collaborative approaches, including specialized courts and alternatives to incarceration**
  Les initiatives novatrices et collaboratives incluant les tribunaux spécialisés et les mesures de rechange à l'incarcération
- **Aboriginal peoples: an independent justice system?**
  Les peuples autochtones: un système judiciaire autonome?
- **Unique, responsive approaches to the challenges facing youth, women, Aboriginal people, newcomers/immigrants and other groups**
  Les jeunes, les femmes, les immigrants, et autres groupes: des approches particulières et adaptées

- **A national centre for trauma and national strategy to address crime: are these the answer?**
  Un centre national de traumatologie et une stratégie nationale de prévention du crime : des réponses possibles ?
- **Access to justice, including restorative justice; dispute resolution; early case intervention; accessible, available and affordable legal services; and other approaches**
  L'accès à la justice, incluant la justice réparatrice ; la résolution de conflits ; l'intervention précoce des cas ; la prestation de services juridiques accessibles, disponibles et abordables ; d'autres approches
- **Cost-benefit and social impact analysis of various approaches**
  L'analyse des coûts et bénéfices, et les répercussions des différentes mesures
- **Other research and evidence-based approaches**
  D'autres approches basées sur la recherche et sur les données factuelles

INFORMATION ABOUT WORKSHOPS, PRESENTATIONS AND POSTERS
RENSEIGNEMENTS SUR LES ATELIERS, PRÉSENTATIONS ET AFFICHES

LANGUAGE // LANGUE DES PRÉSENTATIONS

Workshops and presentations can occur in English, French, or both. Simultaneous translation will be available for certain sessions.

Les présentations peuvent se faire en anglais, en français, ou être bilingues. L'interprétation simultanée de certaines séances sera offerte.

FORMAT (60-90 minutes)

We are interested in a range of formats and delivery methods, including circles, group discussions and other interactive exercises, short skills-based sessions, panels, lectures and presentation of research findings, films and documentaries, and others. We strongly encourage collaborative, interactive delivery methods involving multiple organizations and individuals when appropriate.

Nous sollicitons une variété de formats et méthodes de présentation incluant les cercles, discussions de groupe et autres échanges interactifs, de courts ateliers basés sur les compétences, et autres. Nous encourageons fortement des présentations collaboratives et interactives impliquant de multiples agences ou individus lorsque le contexte le permet.

NUMBER OF APPEARANCES ON THE PROGRAM // NOMBRE DE PRÉSENTATIONS AU PROGRAMME

Individuals may submit only ONE application to be the sole or first presenter for a workshop or presentation. Individuals may make one other appearance as either a chair or discussant on a panel. Appearances as a co-author, co-facilitator, co-presenter, poster presenter, or roundtable participant are unlimited.

On demande que chaque personne ne soumette qu'UNE application pour être le premier ou le seul conférencier pour un atelier ou une présentation. Les conférenciers peuvent se présenter une autre fois comme président d'atelier ou en tant qu'intervenant.

POSTER SESSION // PRÉSENTATIONS PAR AFFICHES

After the last event on Friday afternoon, a poster session will enable individuals, groups and organizations to present research findings, concepts, proposals, and initiatives in a visual format. Conference registrants will have the opportunity to circulate and speak to those who are presenting posters, providing opportunities to network and exchange ideas.

Suivant le dernier atelier vendredi après-midi, il y aura une plage-horaire pour les présentations par affiches décrivant des résultats de recherche, des concepts, des propositions, ainsi que des initiatives pouvant profiter d'un support visuel. Les congressistes pourront circuler and discuter avec les présentateurs des affiches, favorisant ainsi le réseautage et l'échange d'idées.

DOCUMENTARIES & SHORT FILMS // DOCUMENTAIRES OU COURTS MÉTRAGES (60-90 minutes)

Research teams or organizations wanting to inform, share with, or sensitize the public and professionals on real-life experiences and topics relevant to the theme and subthemes may use film media. It is recommended that time be reserved for discussion with the participants.

Les équipes de recherche ou les organismes qui veulent renseigner ou sensibiliser le public sur des expériences vécues et des sujets relatif au thème et aux sous-thèmes peuvent le faire au moyen de films. Il est recommandé de prévoir une période de discussion avec les participants.

HOW TO SUBMIT AN APPLICATION
COMMENT PROPOSER UNE COMMUNICATION

Your proposal can be submitted by completing the form:
Soumettez votre proposition en remplissant le formulaire :

- **at ccja-acjp.ca and forwarding it to the Canadian Criminal Justice Association by email at ccja-acjp@rogers.com**
  sur le site web de l'ACJP (ccja-acjp.ca). Transmettez-le ensuite à l'Association par courriel : ccja-acjp@rogers.com
- **or by fax at 613-725-3720** | ou par télécopieur au 613-725-3720
- **or by mail at 320 Parkdale Avenue, Suite 101, Ottawa, Ontario, K1Y 4X9.**
  ou par la poste: 320, avenue Parkdale, bureau 101, Ottawa (Ontario) K1Y 4X9.

The selection committee will choose workshops based on the following criteria:
Le comité de sélection choisira les ateliers et les présentations sur la base suivante :

- **Fit within one or more of the themes** | La proposition porte sur un ou plusieurs des sous-thèmes
- **Innovative formats (see "Format" p.8), including the extent to which the workshop or presentation is collaborative, interdisciplinary and interagency if appropriate**
  Le format est novateur (voir la section « Format » p.8) incluant le degré de collaboration, interdisciplinarité et collaboration inter-agence lorsque de mise
- **Builds knowledge, attitudes, skills and hope among those who attend Congress 2015**
  Le contenu est apte à renchérir les connaissances, les attitudes, les compétences et l'espoir parmi les congressistes
- **Connects theory, practice and personal/professional experience, and links awareness, action and advocacy**
  On tente de tisser des liens entre la théorie, la pratique et l'expérience personnelle ou professionnelle ; et entre la sensibilisation, l'action, et les actions de plaidoyer
- **Goes beyond describing issues to propose creative, workable solutions, strategies, and good practices for the justice system and communities**
  On va au-delà de la description pour proposer des solutions, stratégies et pratiques créatives et applicables pour le système judiciaire et les communautés
- **Considers issues facing the justice system and different groups in a changing society, including how to address these issues and support these groups**
  On présente des problématiques affectant le système judiciaire et divers groupes dans une société changeante, qui inclut des idées sur les stratégies en réponse à ces problèmes et un appui pour ces groupes

IMPORTANT INSTRUCTIONS & DATES
DIRECTIVES ET DATES IMPORTANTES

All presenters and co-presenters at the Congress must pay registration fees.
Tous les conférenciers et les coconférenciers doivent payer leurs frais d'inscription au Congrès.

- **Deadline for submissions: May 1st, 2015** | Date limite pour soumettre une proposition : le 1er mai 2015
- **Notification to the presenters: May 30, 2015** | Avis aux conférenciers : le 30 mai 2015

For more information on Congress | Pour plus de renseignements sur le congrès

Canadian Criminal Justice Association
Association canadienne de justice pénale **www.ccja-acjp.ca**

Collaborative Centre for Justice and Safety: **www.justiceandsafety.ca**

1 CALL FOR PAPERS APPLICATION FORM
FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PROPOSITION

You may submit a proposal for a presentation, or for an entire workshop.
Vous pouvez faire une proposition pour une présentation ou pour un atelier.

SECTION 1. Applicant Information // Renseignements personnels

First Name // Prénom: **Last Name //** Nom de famille :

Organizational Affiliation // Affiliation institutionnelle:

Mailing Address // Adresse postale:

City // Ville: **Province:** **Postal Code //** Code postal:

Phone // Téléphone: **Fax:**

Email // Courriel:

SECTION 2. Biography // Biographie

Please provide a biography of yourself, including any work or volunteer experience related to your topic (Maximum 150 words.) ***Please note that successful applicants may be asked to edit their bios for length and grammar:***

Veuillez s.v.p. rédiger une courte biographie (maximum 150 mots), incluant votre expérience de travail ou de bénévolat relié à votre thème de présentation. *Nous vous prions de noter que l'on pourrait demander aux candidats choisis d'apporter des changements à ce texte en termes de longueur ou de grammaire:*

SECTION 3. Presentation submission // Proposition de présentation

1. Title of Presentation // Titre de la présentation:

2. For which subtheme is this presentation best suited? // Sous-thème(s) correspondant(s):

- ☐ **Violence – Trauma - Recovery //** Violence – Traumatisme - Guérison
- ☐ **Technology's Impact //** Impact des technologies
- ☐ **Community Wellness and Change //** Mieux-être des collectivités et changement
- ☐ **The Promise Ahead //** Ce que nous réserve l'avenir

SECTION 3. **Presentation submission //** Proposition de présentation

3. Abstract // Résumé

Please provide a description of your presentation (Maximum 150 words).
Please note that successful applicants may be asked to edit their abstracts for length and grammar:

Résumé (maximum 150 mots). *Veuillez noter que l'on peut demander aux candidats choisis de réviser leurs résumés en fonction de la longueur ou de la grammaire:*

4. What workshop format is best suited to your presentation?:
Quel format d'atelier est le plus approprié pour votre présentation?:

- ☐ **Circle, group discussion or other interactive exercise**
  Cercle, groupe de discussion, or autre exercice interactif
- ☐ **Skill-building session //** Session d'acquisition de compétences
- ☐ **Lecture //** Conférence
- ☐ **Panel //** Table ronde
- ☐ **Film or documentary //** Film documentaire ou court-métrage
- ☐ **Poster session //** Présentation par affiche
- ☐ **Other (please describe) //** Autre (description):

5. Do you need any equipment in order to make this presentation?
Avez-vous besoin d'un équipement pour faire cette présentation:

☐ **Yes //** Oui ☐ **No //** Non ☐ **I will bring my own equipment //** J'apporte mon équipement

If yes, please select what you need // Si oui, veuillez s.v.p. sélectionnez:

- ☐ **Flip Chart //** Tableau multifeuilles
- ☐ **Overhead Projector/Screen //** Rétroprojecteur/écran
- ☐ **Laptop Computer //** Ordinateur portable
- ☐ **Internet Connection //** Interconnectivité
- ☐ **Other (please describe) //** Autre (description):

3 CALL FOR PAPERS APPLICATION FORM
FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PROPOSITION

SECTION 4. **Workshop Submission** // Proposition d'atelier

1. Title of Workshop: // Titre de l'atelier:

2. Target Audience: // Public ciblé:

3. Which Subtheme(s) does the Workshop Best Fit? (Please check all that apply.)
Sous-thème(s) correspondant(s) (Nous vous prions de cocher tous ceux qui s'appliquent.)

- ☐ **Violence – Trauma - Recovery** // Violence – Traumatisme - Guérison
- ☐ **Technology's Impact** // Impact des technologies
- ☐ **Community Wellness and Change** // Mieux-être des collectivités et changement
- ☐ **The Promise Ahead** // Ce que nous réserve l'avenir

4. Abstract // Résumé

Please provide a description of your workshop (Maximum 200 words).
Please note that successful applicants may be asked to edit their abstracts for length and grammar:

Décrivez l'atelier (maximum 200 mots). *Veuillez noter que l'on peut demander aux candidats choisis de réviser leurs résumés en fonction de la longueur ou de la grammaire:*

5. Please indicate how your proposed workshop relates to the theme, subthemes and criteria of Congress 2015, as outlined in the call for papers (Maximum 300 words).

Veuillez, s'il-vous-plaît, décrire le lien entre l'atelier proposé et le thème ou sous-thème(s) ainsi que les critères pour le Congrès 2015, tel que spécifié dans l'appel à communications (maximum 300 mots).

SECTION 4. **Workshop Submission** // Proposition d'atelier

5. Continued // Suite

6. Workshop Format // Format de l'atelier

- ☐ **Circle, group discussion or other interactive exercise**
  Cercle, groupe de discussion, or autre exercice interactif
- ☐ **Skill-building session** // Session d'acquisition de compétences
- ☐ **Lecture** // Conférence
- ☐ **Panel** // Table ronde
- ☐ **Film or documentary** // Film documentaire ou court-métrage
- ☐ **Poster session** // Présentation par affiche
- ☐ **Other (please describe)** // Autre (description):

7. Equipment : // Équipement :

It may not be possible to provide equipment in every break out room; however, some equipment can be provided on an as needed basis. Please indicate the equipment that you would need for your workshop:

Chaque pièce où se dérouleront les ateliers ne seront pas nécessairement toutes équipées. Néanmoins, des équipements seront mis à la disposition de ceux qui comptent en avoir besoin. Veuillez s.v.p. nous indiquer quels équipements sont nécessaires pour votre atelier.

- ☐ **Flip Chart** // Tableau multifeuilles
- ☐ **Overhead Projector/Screen** // Rétroprojecteur / écran
- ☐ **Laptop Computer** // Ordinateur portable
- ☐ **Internet Connection** // Interconnectivité
- ☐ **Other (please describe)** // Autre (description):
- ☐ **I will supply my own equipment** // J'apporte mon propre équipement
- ☐ **I do not need any equipment** // Mon atelier ne requiert aucun équipement

8. Participation Level // Taux de participation

Please indicate the maximum number of participants preferred for your workshop:
Veuillez s.v.p. indiquer le nombre maximum idéal de participants pour votre atelier :

☐ **20** ☐ **50** ☐ **70** ☐ **100 +**

☐ **Other (please specify):** // Autre (s.v.p. spécifiez):

SUPPORT FOR FAMILIES OF MURDERERS

BY EVA RUCKI, Criminal Psychology and Behaviour Certificate (2014), Conestoga College, Ontario

THIS IS AN ABRIDGED VERSION OF A 10,000-WORD ESSAY THAT INCLUDED OPINIONS FROM 10 'SECONDARY' (OR TERTIARY) VICTIMS OF A MURDER AND PROFESSIONALS.

There is a need for support groups for families of murderers in North America, and the basic concepts of such could be applied globally. The benefits of support groups are multiple, as evidenced by the success of an increasing number of initiatives. For example, an article entitled "Homicide: Beyond the Numbers" extolls the benefits of a support group for sentenced murderers called LifeLine. "The lifers know there is not much sympathy for them. They have heard people say that those who take someone's life should be locked away forever. But the lifers say they've also lost much because of murder. *Their families and friends have also suffered. It has a ripple effect, Dana [one of the group members] says. That one drop in a pond spreads farther than you could ever imagine* (Pruden 2012).

RIPPLE EFFECTS ON PARENTS OF A MURDERER

In A New Kind of Normal, Carol Kent introduces a blend of soul-searching, purging, and survival tactics regarding herself and her husband, whose son shoot and killed his wife's ex-husband.

> *I thought of all of the ways we had at some point played the blame game.*
>
> *- If J.P. hadn't pulled the trigger, our lives would not have been permanently altered in such a life-shattering way. How could he have done this horrible thing without thinking about what it would do to his wife and children, and to us? How could he have thrown his own life of freedom away and destroyed life as we knew it in an irreconcilable way?*

Dealing with the grief

Kent (2007) also imparts the ripple effect of yet another emotion: grief. It is not always recognized that families of murderers may also experience a very deep, complex grief.

> *We were also continuing to grieve deeply for the father, step-mother, and sister of the deceased. I could feel tears well up whenever it hit me: while we were planning a trial for first-degree murder, Douglas Miller's family was planning a funeral... Two families caught in a bottleneck of suffering. Not knowing how to reach out to each other.* (p. 42)

Stigma and Guilt by association

One of the ugliest facets of these ripple effects on family members is guilt by association. The dreaded negative stereotyping of relatives: *If she could stoop so low as to kill another human being, she must have had terrible parents*, or *How could she have not known that her husband was a killer'?! She must have been in on it.* As such things have happened in other cases, it's not easy for people to know what approach to take when connecting socially with a relative of a murderer. Relatives who have not contributed to the criminal activity/activities need support and acceptance.

> *It's an invisible tattoo on my forehead that reads: MOTHER OF A MURDERER. I am living in a new kind of normal.* (Kent 2007)

A more complex, tale is brought to the public eye in John Kastner's 2009 "Life with Murder" documentary. Leslie and Brian Jenkins are the parents of Mason and Jennifer. When Jennifer was murdered, Mason was arrested and found guilty.

> *"For Brian and I, in Chatham (ON), there was no escape. We sort of are in prison because we, um, we can't get out of this life. In a way, it's a life sentence for us, too."*

Certainly, it is inconceivable that anyone in such a permanently traumatic environment can survive without compassion and support from others.

RIPPLE EFFECTS ON CHILDREN OF A MURDERER

Melissa Moore's Shattered Silence (2007) is about her experience as daughter of the "Happy Face Killer", Keith Jesperson, who murdered at least eight people. Melissa's childhood was traumatic, culminating in the horrible knowledge that her beloved father, was a serial killer. Yet she, as have many others, found healing in writing and in bringing awareness to others.

> *"I thought about the 1.5 million people currently in our prisons. Every one of them is a father or a mother, a brother or a sister, a son or a daughter of someone else... How many of them secretly carry the shame and guilt of what their loved one has done? How many of those family members feel helpless and hopeless? How many feel guilty because they truly love that person, but not what that person has done? How many dare not shine because of what their loved one has done?"*

RIPPLE EFFECTS ON A SPOUSE OF A MURDERER

Shannon Moroney married a man, who had committed a murder in his late teens, after he was released on the basis there was no risk of re-offending. Very shortly after their wedding, he kidnapped and brutally raped two women. She tells her story at public speaking engagements, as well as in her book, "Through the Glass".

> *"People who are enduring the trauma of having a family member who has*

murdered need support to break out of stigma, isolation and guilt by association. They need support to put their lives back on track and to work through the pain of trauma and loss, just like any other person harmed by crime." (S. Moroney, personal communication, October 18, 2013).

In order to process and understand the depth of such a crime, victims need to know why the person did what they did. Friends and relatives may wonder if something they did or didn't do contributed to this perpetrator's choice of actions. Self-blame and guilt can be part of their distressed response to the news that someone they care for killed someone.

UNEXPECTED FINANCIAL BURDENS

Another cause of distress often going unrecognized is that of unexpected financial problems. Time off work because of the murder can translate into being fired/laid off, especially if no paid sick leave Counselling/therapy fees, costs to and from courthouse and prison, and legal bills to name just a few. May (2000) points out that some she interviewed also had property damage and vandalism by angry neighbours and community members.

VISITING A LOVED ONE IN PRISON

Visiting a loved one in prison is not often contemplated by those who don't have to experience it. There are a number of strict procedures and regulations involved in a visit that can make it uncomfortable and not everyone resides close to the institution.

DIFFICULTIES INHERENT IN ESTABLISHING SUPPORT GROUPS

"When I searched for materials on this subject, there were none to be found! While there were plenty of resources for victims of crime, there didn't appear to be any kind of resource for those whose loved ones had committed heinous crimes" (Moore, 2009, p. 210). Dawn Ricker, board member of the Victim Services Organization of Windsor and Essex County in Ontario, shared the following in our telephone interview in mid-October, 2013:

Would these families be interested in being involved in such a group? Location, schedule, travel distance, fear could all be deterring factors. The funding for victims and their families is already very limited. Would these people feel even more betrayed and victimized upon discovering that some of the funds were being diverted to families of the perpetrators of these crimes?

THE BENEFITS OF SUPPORT GROUPS

D.G. Myers (2007) reported that "*more than 100 million Americans belong to small religious, interest, or self-help groups that meet regularly – and… group members support each other emotionally*" (Gallup, 1994). Sharing pains, sorrows, emotions, and providing each other with coping strategies would also help otherwise unrecognized Canadian victims - families of murderers - feel connected to others with similar experiences and reinstate a sense of normalcy.

The positive power of human contact, body language, eye contact, and building trust and camaraderie in smaller, more intimate group settings is also therapeutic. Psychiatrist Barry Grosskopf (1999) extols the benefit of such "meetings", "*If parents were traumatized, they have nervous systems that underreact in everyday life and overreact when they reach their threshold of stress. When they overreact, they are prone to be impulsive, angry, and quick to fear; and when they underreact, they may be depressed and inattentive. As adults, they tend to be erratic parents who avoid the closeness that their children need because they are unable to sustain, and at times tolerate, the intense feelings necessary for intimacy. Not a few of them abuse substances of one sort or another, looking for relief from their anguish. Memories erupt as flashbacks, taking precedence over the less-intense present reality. This flood of feelings must then be witnessed and comforted, or it will be repressed and contained once again.*"

For an updated (2015) guide to Peer Support Groups, go to Ontario's Canadian Families and Corrections Network at http://cfcn-rcafd.org/#support.

CONCLUSION

The topic of murder is often approached from an emotional, physical, and psychological distance. In the fictional world, murder is often portrayed with intrigue, humour, creativity. Murder mysteries, dinner theatres, television crime shows, and sensationalized reports from various forms of media fascinate and entertain people. In reality, however, murder is a premature and violent ending of another person's life that also has a devastating and traumatic impact on many others. Families of murderers are in desperate need of advocacy and support. They are distinctly underrepresented within the field of victim support services, the criminal justice system, and the mental health system. The trauma they have to endure continues to go unrecognized by the general society.

Silence will not cure a disease. On the contrary, it will make it worse. - Leo Tolstoy (Lukas & Seiden 1987). ••

**To read the original 10,000-word essay that includes opinions from professionals and 10 'secondary' (or tertiary) victims of a murder (i.e. family members), send a request to coffeechocolate@porchlight.ca*

REFERENCES

Bosco, A. (2001). *Choosing Mercy.* Maryknoll, New York. Orbis Books. Canadian Families and Corrections Network. (2015). Retrieved from http://www.cfcn-rcafd.org/.

Corbin, N., Kalchur, M. Lukanic, S. (Producers & Directors). (2012). *13 Families: Life after Columbine* [Documentary]. United States: Osiris Entertainment.

Dennison, S.T. (1997). *Creating Positive Support Groups for at-Risk Children.* Torrance, CA: Jalmar Press.

Grosskopf, B.N. (1999). *Forgive Your Parents, Heal Yourself.* New York, NY: The Free Press.

Kastner, J.S. (Producer & Director). (2009). *Life with Murder* [Documentary]. Canada: Mongrel Media.

Kent, C. (2007). *A New Kind of Normal.* Nashville, TN: Thomas Nelson, Inc.

Lukas, C. & Seiden, H.M. (1987). *Silent Grief: Living in the Wake of Suicide.* New York, NY: Charles Scribner's' Sons. May, H. (2000, April). Murderers' Relatives: Managing Stigma, Negotiating Identity. *Journal of Contemporary Ethnography.* 29 (2), 198-221. doi: 10.1177/089124100129023873

Moore, M.G. & Cook, M.B. (2009). *Shattered Silence.* Springville, Utah: Cedar Fort, Inc.

Moore, J.V. (2006). The Path to Forgiveness. *Alternative Considerations of Jonestown & Peoples Temple.* Retrieved from http://jonestown.sdsu.edu/.

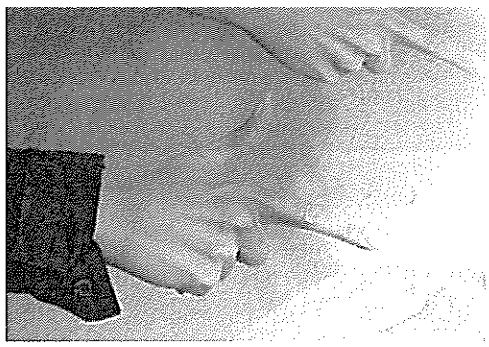
Muslin, J.W. (Executive Director). (1986, May 13-15). *Proceedings of the First National Leadership Conference on Families of Adult Offenders.* The National Resource Centre on Children and Families of the Incarcerated at Families and Corrections Network. Retrieved from http://fcnetwork.org/resources/notes-proceedings/archive/first-national-leadership-conference

Myers, D. G. (2007). *Psychology (8th Ed.).* New York, NY: Worth Publishers.

Prudan, J.G. (2012, November 2). Homicide: Beyond the Numbers. *Edmonton Journal.* Retrieved from http://www.edmontonjournal.com/news/Murderers+face+truth+crime+consequences/7491356/story.html

Sharp, S.F. (2005). *Hidden Victims: The Effects of the Death Penalty on Families of the Accused.* Retrieved from http://books.google.ca/books.

The Table project – A program for teens with an incarcerated parent. Retrieved from http://reconciliationinc.com/ http://www.dailystrength.org/c/Families-of-Prisoners/support-group



SUPPORT FOR FAMILIES OF MURDERERS

REFERENCES CONTINUED

Self-help, Mutual Aid and Support Groups. (2014). Retrieved from MentalHealth.ca at http://www.mentalhealth.ca/Ottawa-Carleton/Self-help-Mutual-Aid-and-Support-Groups/index.php?m=heading&ID=44 http://www.nbcnews.com/health/tragedy-compounded-killers-parents-become-instant-pariahs-106436039

Prisoners' Families and Friends Service. (2014). Retrieved from http://www.pfns.org.uk/stories/swan_centre_user/

Prison Talk. (2015). Retrieved from http://www.prisontalk.com/forums/index.php

Statistics Canada (2011). Homicide in Canada, 2011. Retrieved from http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2012001/article/11738-eng.htm http://www.vaonline.org/support.html

Murder Victims' Families for Reconciliation (since 1976). http://www.mvfr.org" www.mvfr.org

Christopher Lukas and Henry M. Seiden. (1987). Frances Ridley Havergal poem.

RÉSUMÉ

SUPPORT FOR FAMILIES OF MURDERERS

Par Eva Rucki, Criminal Psychology and Behaviour CTF (2014), Conestoga College (ON)

Cette version abrégée d'un projet de recherche a été rédigée par Eva Rucki pour répondre à certaines exigences de son programme de cours au Conestoga College (ON). Elle y explore le besoin de soutien des membres de la famille de meurtriers. À partir de certains témoignages émanant de victimes de meurtre secondaires (ou tertiaires), Rucki examine leurs répercussions sur les parents, les conjoints et les enfants de meurtriers. Soulignant les avantages de groupes de soutien et leur absence pour venir en aide à de telles victimes tertiaires, pour les aider à composer avec la stigmatisation, l'isolement et la culpabilité par association, Rucki met aussi le doigt sur certains fardeaux financiers imprévus, la difficulté de visiter l'être aimé en prison, et la peine qui affecte ce groupe de victimes en apparence méconnues.

*Pour obtenir le texte intégral de cette dissertation de 10 000 mots, qui comporte des opinions de 10 victimes secondaires (ou tertiaires) de meurtre, et des professionnels, veuillez adresser votre demande à coffeechocolate@porchlight.ca

BRIEF TO THE HOUSE OF COMMONS STANDING COMMITTEE ON JUSTICE AND HUMAN RIGHTS

41st Parliament, 2nd Session

Bill C-32 // The Victims Bill of Rights Act

Brief presented by the Canadian Criminal Justice Association, September 25, 2014

Background of the Canadian Criminal Justice Association

The Canadian Criminal Justice Association (CCJA) welcomes the opportunity to present this brief on Bill C-32, the *Victims Bill of Rights Act*, to the House of Commons Standing Committee on Justice and Human Rights.

The CCJA is one of the longest serving non governmental organizations of professionals and individuals interested in criminal justice issues in Canada, having begun its work in 1919 and having testified before this committee on numerous occasions. Our association consists of nearly 700 members and publishes the *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, the Justice Report, and the *Justice Directory of Services*. We also organize the "Canadian Congress on Criminal Justice" every two years.

Introduction

The Canadian Criminal Justice Association (CCJA) believes that the legitimate needs of victims should be accommodated, where reasonably possible, while respecting the rights of all parties in the criminal justice system.

The CCJA also believes that, as part of their healing, victims require opportunities to participate meaningfully in the criminal justice process. Meaningful participation includes the ability to confront those who are responsible for the harm caused, as well as access to timely and quality information about the process. Further, it is recognized that all measures should be taken to ensure that any participation by the victim is as free as possible from further victimization.

The *Criminal Code* currently provides the opportunity for victims to make impact statements to the courts. These statements ought to focus on the harm done to victims, their losses, and the long-term impact the offence has had on their lives.

Offenders should not be allowed to profit from their criminal acts at the expense of their victims. As a result, the CCJA is in favour of court imposed restitution orders, where practicable. In addition, provincial victim compensation boards and other provincial programs should assist victims of crime in addressing their urgent physical, emotional and financial needs.

The CCJA believes that victims should have access to all appropriate services, including expertise in trauma reduction. We strongly support victim-offender mediation as part of addressing the harm suffered by victims and strengthening offender accountability, rehabilitation and reintegration.

In view of the above, the CCJA proposes, as an alternative to Bill C-32 with its focus on "rights", the creation of a *Canadian Charter of Victims Services* to outline and establish essential services for victims, including counselling, support, education and information, and realistic restitution and compensation. We believe this Charter should seek a federal-provincial-territorial agreement on national minimum standards of services for victims and facilitate the development of creative approaches to delivering these services.

Background to Analysis

The dynamics associated with victimization and attempts to remedy the harm caused by crime have challenged the minds of justice-oriented persons for centuries, and will likely

do so for the foreseeable future. All too often in the past, victims have been left with a sense of injustice and with little recourse to change the system. This can easily lead to feelings of frustration and bitterness – the very antithesis of what is required to bring about justice.

The public discussion surrounding Bill C-32, the proposed *Victims Bill of Rights Act*, offers an opportunity for insightful and progressive leadership in the field of victimization. The Canadian Criminal Justice Association wants to be part of this movement and offers the following for consideration.

The purpose of the criminal justice system (CJS), first and foremost, is the search for truth — that is, to formally establish to a high degree of certainty whether an accused person has broken society's laws, and if so, to then determine a proportionate measure of accountability on behalf of society, including the victim.

Given that the primary purpose of the CJS is the search for truth, it cannot fully or even adequately redress the personal loss and suffering of victims of crime. It was just not built for this purpose. The CCJA believes that victims are special participants in the CJS whose voices and experience are important to the determination of a number of issues in the criminal justice process. We also believe that victims deserve to be heard and understood, respected and treated with dignity. However, we are also of the view that most of the support and services required to effectively address the harm suffered by victims can only be found outside the CJS.

The proposed *Canadian Victims Bill of Rights* (CVBR), with its "rights" terminology, perpetuates the false premise that victims involved with the criminal justice system are embroiled in an ongoing struggle with accused persons and offenders that pits victims' "rights" against the "rights" of accused and offenders. Given that fair trial rights and other *Charter* rights of accused and offenders are enshrined in the constitution, if there is such a competition, the so-called victims' rights, being found only in statute, will always be subordinated to constitutional rights. This "conflict of rights" paradigm leaves victims feeling that they have lost out and that their rights have been trampled.

The very notion of a *Canadian Victims Bill of Rights* seems at odds with what we understand to be the nature and purpose of a "Bill of Rights". Compare the proposed CVBR with the *Canadian Bill of Rights* or the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* or, for that matter, the *American Bill of Rights*. These latter documents enshrine human rights and fundamental freedoms for all individuals of a society, not just for a particular subset of individuals, no matter how deserving.

The "rights" promised in the CVBR are only for victims of crime and, in fact, only for "victims" who meet the narrow definition of the CVBR. Furthermore, these "rights" appear from an examination of the Bill to be rights without remedies. Rights without remedies — effective enforcement mechanisms — seem little more than promises. It is also worth noting that much of what is "enshrined" in the CVBR appears to already exists in law and related policy.

The CCJA urges government to adopt the alternate approach of a Charter of Victims Services. However, we also wish to note that there are a number of specific aspects of Bill C-32 that cause our membership concern. Given the large number of amendments proposed in C-32, it is not practical to raise here all of our concerns. Instead, we will focus on the following specific points as representative of our concerns.

Examples

Omnibus bill approach and amendments to the Canada Evidence Act:

In addition to the CVBR, Bill C-32 contains numerous amendments proposed to other statutes like the *Criminal Code and the Corrections and Conditional Release Act*. The clauses in C-32 proposing amendments to the *Criminal Code* alone outnumber the sections proposed for the CVBR. Why is it necessary for the government to cloud its policy vision for victims with so many other amendments? This omnibus style approach to an important area of social policy obscures the matters buried within, making it difficult to see and appreciate what is being proposed.

A good example of the omnibus nature of Bill C-32 is its inclusion of a significant legislative change to the provisions governing the competence and compellability of a person to give evidence against their spouse[1]. While this amendment has some relevance to victims, it also affects a large number of spouses who do not meet the definition of victim. It clearly will have a significant impact on the strength, cohesion and privacy of the marital relationship. It also raises numerous policy questions around the issues of same sex couples and common law couples. We believe a proposed amendment with such potentially wide reaching social consequences should be the subject of consultation, review and debate on its own merit, instead of being combined with a large number of amendments that are only partially related.

Override provisions and consequences:

Bill C-32 attempts to give the CVBR a "quasi-constitutional" status of precedence over most other federal statutes.[2] This proposed "quasi-constitutional" status perpetuates the false notion or dichotomy that within the CJS, there is an ongoing struggle or conflict between accused rights and victims rights. The simple truth is that fair trial rights of the accused are constitutional rights protected under the *Charter* and hence, if there is a conflict, fair trial *Charter* rights will always override statutory rights, even "quasi-constitutional" rights. Victims should not be misled about this reality.

Additionally, in proposing that the CVBR "prevail" over almost all other federal statutes, we question whether sufficient thought was given to the possibility of unintended consequences and conflicts with other federal statutes? For example, the C-32 victims rights of information, protection, participation and restitution might be found to conflict with:

- government actions in response to a national emergency under the *Emergencies Act*;
- or voter fraud proceedings under the *Canada Elections Act*;
- or alternative measures proposed by the Crown under the *Canadian Environmental Protection Act*.

The same potential for conflict could arise with respect to the accused's discretion or choices under the *Criminal Code*. For example:

- the accused might elect trial by judge alone, where the victim prefers trial by jury;
- or where defence or Crown request a Preliminary Inquiry, the victim not want one to be held;
- or an application by the accused or Crown for a change of venue for the trial, might be opposed by the victim.

We believe there is a significant potential for increased litigation and unintended consequences from the resolution of conflicts between the CVBR, with its override, and other federal statutes.

Definition of Victim:

The CCJA believes that the Bill C-32 definition of "victim", with all its exclusions, is underinclusive. We recommend that if the Bill goes forward, the Government consider including other types of victims. In particular, we urge the Government to include all vulnerable witnesses, first responders who suffer harm as a result of the offence, and family members of the perpetrator. With respect to the latter group, it is important to remember that a significant amount of crime occurs within intimate and family relationships, and not just between strangers. In addition, because the focus of C-32 is clearly victims of crime, we suggest that it would be more appropriate for the proposed Canadian Victims Bill of Rights to be renamed the "Canadian Victims of Crime Bill of Rights", recognizing that there are many other kinds of victims of tragedy whose needs would not be addressed by Bill C-32.

Community impact statements:

The CCJA is of the view that society has already delegated to a select group of actors in the CJS, the responsibility to assess harm done to the community by the criminal act. These individuals — judges, prosecutors, correctional and parole personnel — have acquired the needed expertise to prosecute, sentence and administer justice on behalf of the community. The CCJA believes that these individuals will act on our behalf as an impartial third party between offenders and the community and victims. The CCJA maintains that it is necessary for our chosen 'experts' to be knowledgeable, through years of training and constant upgrades to this knowledge, about the impact of crime on victims and the community. This training must include science based knowledge on the various issues faced by communities and victims.

Resources:

We question why the federal government has not set aside significant resources for victims for counselling, education, support, and compensation. Unfortunately, it often appears easier to quickly pass legislation and then forget about the issue, rather than working over the long term to find real solutions and effective responses to victims' concerns. We acknowledge that some victims' services already exist.[3] Regrettably, the existing services are not universally available throughout Canada and clearly not comprehensive. For this reason, we are recommending the development of national minimum standards for services for victims.

Position and Recommendation

Instead of the proposed *Canadian Victims Bill of Rights*, the CCJA strongly recommends the creation of a *Canadian Charter of Victims Services* to outline and establish services that could truly redress the harm suffered. These services would necessarily include components like counselling, support, education and information, realistic restitution and compensation and, of course, the resources required to deliver them. We believe this Charter should incorporate a federal-provincial-territorial agreement on national minimum standards of services for victims. It would also facilitate and encourage the development of creative approaches in delivering these services.

In order for this Charter to be significant and representative of what victims need, the following should be included:

1. Services that are accessible to all Canadians who meet the criteria of a broader definition of "victim" than that in Bill C-32. Such a definition would require a national agreement and be representative of varying types of victimization and yet, be manageable in terms of service delivery.
2. Services directed towards establishing trauma centers across Canada specializing in a wide range of trauma intervention and remedy for victims.
3. Services that provide education about all components of the criminal justice system (from investigation through to offender release) and how the process will unfold.
4. Services that provide quality and timely information to victims with respect to the criminal justice, corrections and early release processes associated with their victimization and the subsequent outcomes of those processes.
5. Services that afford victims a real opportunity to become directly and appropriately involved in the pursuit of justice related to their personal victimization (for example, programs to assist victims to prepare and file impact statements).
6. Services that provide reasonable forms of compensation and reparation for victims.
7. Services that help victims move beyond the victimization perspective and become positive and fully functioning survivors, including voluntary victim-offender reconciliation.

The CCJA strongly urges government to develop and implement a *Canadian Charter of Victims Services*, rather than the *Canadian Victims Bill* of Rights proposed in Bill C-32. What victims of crime need (and all categories of victims for that matter) are services, rather than so called "rights". Rights without access to needed services are meaningless, particularly when those "rights" are without real remedies.

What we have outlined above will take work to formulate. The CCJA would be eager to start a conversation about how appropriate and comprehensive services to victims can be addressed though such a Charter.••

[1] See the excellent article on this topic: "Spousal competency and compellability in criminal proceedings: proposals for reform." Bessner, Ronda. Canadian criminal law review, 18:737, March 2014

[2] See s. 22 of the CVBR.

[3] See, for example, Programs and Services for Victims of Crime, Ontario, http://www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/english/ovss/programs.asp

41e législature, 2e session

Projet de loi C-32 // *Loi sur la Charte des droits des victimes*

Mémoire présenté par l'Association canadienne de justice pénale, 25 septembre 2014

À propos de l'Association canadienne de justice pénale

L'Association canadienne de justice pénale est fière de présenter ce mémoire sur le projet de loi C-32, Loi sur la Charte des droits des victimes, au Comité permanent de la justice et des droits de la personne de la Chambre des communes.

L'ACJP est l'une des plus anciennes organisations non gouvernementales de professionnels et de personnes voués aux questions de justice criminelle au Canada, ayant commencé ses activités en 1919 et ayant témoigné devant ce comité à plusieurs reprises. Notre association regroupe tout près de 700 membres et publie la *Revue canadienne de criminologie et de justice pénale*, *Actualités-Justice*, *le Répertoire des services – Justice* et le *Répertoire des services aux victimes d'actes criminels*. Nous organisons également le Congrès canadien de justice pénale aux deux ans.

Introduction

L'Association canadienne de justice pénale (ACJP) estime qu'il faut prendre des mesures pour répondre aux besoins des victimes, dans la mesure du possible, tout en respectant les droits de toutes les parties du système de justice pénale.

Dans leur processus de guérison, les victimes ont besoin de participer pleinement au processus de justice pénale, c'est-à-dire de pouvoir, notamment, affronter les responsables du tort causé, de même qu'avoir accès rapidement à des renseignements justes sur les processus. Par ailleurs, il est reconnu que toutes les mesures possibles devraient être prises pour s'assurer que toute participation de la part de la victime est libre de toute victimisation ultérieure.

À l'heure actuelle, le *Code criminel* permet aux victimes de faire des déclarations en cour. Ces déclarations doivent porter sur le tort causé aux victimes, leurs pertes et les répercussions à long terme de l'infraction sur leur vie.

Les délinquants ne devraient pas pouvoir tirer profit de leurs actes criminels aux dépens des victimes. Par conséquent, l'ACJP appuie les ordonnances de dédommagement, si possible. De plus, les commissions provinciales d'indemnisation des victimes et autres programmes provinces devraient aider les victimes d'actes criminels en répondant à leurs besoins financiers, émotionnels et physiques urgents.

Les victimes devraient avoir accès à tous les services appropriés, notamment à des experts en réduction des traumatismes. Nous favorisons grandement la médiation entre les victimes et les délinquants pour tenter de réparer les torts subis par les victimes et renforcer la responsabilisation, la réhabilitation et la réintégration des délinquants.

Pour toutes ces raisons, l'ACJP propose, au lieu du projet de loi C-32 qui mise surtout sur les droits, la création de la *Charte canadienne des services aux victimes*, qui établirait et décrirait les services essentiels pour les victimes, comme les services de thérapie, de soutien, d'éducation et d'information, ainsi que des dédommagements et indemnisations réalistes. À notre avis, cette charte devrait se fonder sur un accord fédéral-provincial-territorial sur des normes minimales nationales concernant les services aux victimes et faciliter l'élaboration de méthodes originales de prestation de ces services.

Contexte de l'analyse

Il n'est pas d'hier que le milieu de la justice se creuse la tête pour comprendre la dynamique associée à la victimisation et aux tentatives de réparation du tort causé par l'acte criminel, et ce n'est pas près de cesser. Trop souvent, par le passé, les victimes ont ressenti de l'injustice et de l'impuissance à changer le système. Il n'y a qu'un pas entre ces sentiments et des sentiments de frustration et d'amertume, c'est-à-dire exactement l'opposé de ce que la justice devrait apporter.

La discussion publique sur le projet de loi C-32, Loi sur la Charte des droits des victimes, permet une direction perspicace et progressive dans le domaine de la victimisation. L'Association criminelle de justice pénale veut faire partie de ce mouvement et vous soumet l'analyse suivante.

Analyse

Le but premier du système de justice pénale est d'abord et avant tout la recherche de la vérité, c'est-à-dire établir officiellement à un degré élevé de certitude si l'accusé a enfreint les lois de la société et, dans l'affirmative, déterminer alors une mesure proportionnée de responsabilisation au nom de la société, y compris de la victime.

Puisque le but premier du système de justice pénale est la recherche de la vérité, il ne peut compenser entièrement, ou même adéquatement, les pertes personnelles et les souffrances des victimes. Le système n'a pas été conçu pour cela. L'ACJP estime que les victimes sont des participants particuliers au système de justice pénale, dont la voix et l'expérience sont importantes pour déterminer un certain nombre de points dans le processus. De plus, les victimes méritent d'être entendues et comprises, respectées et traitées avec dignité. Toutefois, la majorité du soutien et des services nécessaires pour réparer le tort subi par les victimes se trouvent uniquement en dehors du système de justice pénale.

Le projet de *Charte canadienne des droits des victimes*, avec sa terminologie axée sur les droits, perpétue la fausse prémisse selon laquelle les victimes impliquées dans le sys-

tème de justice pénale sont au coeur d'une perpétuelle lutte avec les accusés et les délinquants, qui oppose les «droits» des victimes aux «droits» des accusés et des délinquants. Étant donné que le droit à un procès équitable et d'autres droits garantis par la Charte pour les accusés et les délinquants sont inscrits dans la Constitution, s'il y a une telle lutte, les soi-disant droits des victimes, inscrits uniquement dans une loi, seront toujours subordonnés aux droits constitutionnels. Ce paradigme du «conflit des droits» laisse aux victimes le sentiment de s'en sortir perdantes et que leurs droits ont été bafoués.

La notion même de *Charte canadienne des droits des victimes* semble en contradiction avec ce que nous comprenons être la nature et le but d'une charte des droits. Si l'on prend, par exemple, la *Déclaration canadienne des droits, la Charte canadienne des droits et libertés* ou même la *Déclaration des droits*, aux États-Unis, tous ces documents garantissent les droits et les libertés fondamentales de la personne pour tous les membres de la société, pas seulement un petit groupe, aussi méritant soit-il.

Les «droits» promis dans la *Charte canadienne des droits des victimes* ne visent que les victimes d'actes criminels et, en fait, que les victimes au sens de la définition très restreinte de cette charte. De plus, après examen du projet de loi, ces «droits» semblent être des droits sans recours. Les droits sans recours – mécanismes d'application efficaces – ne semblent être que des promesses. Par ailleurs, il faut souligner que la majorité des droits inscrits dans la charte des droits des victimes semblent déjà exister dans la loi et les politiques pertinentes.

L'ACJP demande au gouvernement d'adopter plutôt une charte sur les services aux victimes. De plus, nous souhaitons également souligner certains aspects du projet de loi C-32 qui inquiètent nos membres. Compte tenu du grand nombre d'amendements proposés au projet de loi C-32, il n'est pas pratique d'en faire l'énumération complète ici. Nous nous concentrerons plutôt sur les points suivants, qui illustrent bien nos préoccupations.

Exemples

Projet de loi omnibus et modifications à la Loi sur la preuve au Canada

En plus de la *Charte canadienne des droits des victimes*, le projet de loi C-32 propose plusieurs modifications à d'autres lois, comme le *Code criminel* et la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Les articles portant sur des modifications au *Code criminel* dans le projet de loi C-32 sont d'ailleurs plus nombreux que les articles proposés pour la charte. Pourquoi le gouvernement sent-il le besoin de noyer sa vision politique pour les victimes avec tant d'autres modifications? L'option du projet de loi omnibus pour une importante politique sociale embrouille le sujet qui y est enterré, ce qui rend la proposition difficile à distinguer et à apprécier.

Par exemple, l'ajout d'une modification législative majeure aux dispositions sur le fait qu'une personne soit habile ou contrainte à témoigner contre son conjoint[1]. Bien que cette modification ait un certain lien avec les victimes, elle vise également un grand nombre de conjoints qui ne correspondent pas à la définition de victime. Cette modification aura des répercussions majeures sur la force, la cohésion et la confidentialité de la relation matrimoniale. Elle soulève aussi de nombreuses questions politiques entourant les couples homosexuels et les conjoints de fait. Une telle modification pouvant avoir des conséquences sociales larges devrait faire l'objet d'une consultation, d'un examen et d'un débat à elle seule, plutôt que d'être combinée avec un grand nombre de modifications plus ou moins connexes.

Dispositions dérogatoires et conséquences

Le projet de loi C-32 tente de donner à sa charte un statut «quasi constitutionnel» de préséance par rapport à la plupart des autres lois fédérales[2]. Ce statut «quasi constitutionnel» perpétue la fausse notion, ou dichotomie, selon laquelle au sein du système de justice pénale, il existe une lutte ou un conflit sans relâche entre les droits des accusés et les droits des victimes. La vérité, c'est que le droit à un procès équitable pour l'accusé est un droit constitutionnel garanti par la *Charte* et que, par conséquent, s'il y a un conflit, le droit à un procès équitable aura toujours le dessus sur des droits garantis dans une loi, même des droits «quasi constitutionnels». Il ne faudrait pas que les victimes soient mal informées à ce sujet.

De plus, comme il est proposé que la Charte des droits des victimes «l'emporte» sur presque toutes les autres lois fédérales, nous nous interrogeons à savoir si on a pensé à la possibilité de répercussions ou conflits inattendus avec d'autres lois fédérales. Par exemple, les droits à l'information, à la protection, à la participation et au dédommagement prévus dans le projet de loi C-32 pour les victimes pourraient bien être en conflit avec :

- des mesures prises par le gouvernement à la suite d'une urgence nationale, conformément à la *Loi sur les mesures d'urgence*;
- des poursuites pour fraude électorale, conformément à la *Loi électorale du Canada*;
- des mesures de rechange proposées par la Couronne, conformément à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*.

De même, il pourrait y avoir des conflits en ce qui concerne le pouvoir discrétionnaire ou les choix de l'accusé en vertu du *Code criminel*. Par exemple :

- l'accusé pourrait choisir un procès devant un juge seulement, tandis que la victime préférerait un procès devant jury;
- si la défense ou la Couronne demande une enquête préliminaire, il se peut que la victime n'en veuille pas;
- la victime pourrait ne pas être d'accord avec une requête de l'accusé ou de la Couronne pour changer le lieu de l'audience.

Il risque d'y avoir beaucoup de litiges et de conséquences inattendues en raison des conflits entre la *Charte des droits des victimes*, avec sa priorité, et d'autres lois fédérales.

Définition de victime

La définition de «victime» dans le projet de loi C-32, avec toutes ces exclusions, est trop limitative. Nous recommandons que, si le projet de loi est adopté, le gouvernement envisage d'inclure d'autres types de victimes, plus particulièrement tous les témoins vulnérables, les premiers répondants ayant subi des dommages en raison de l'infraction, et les membres de la famille de l'auteur de l'infraction. En ce qui concerne ces derniers, il est important de se rappeler que, souvent, les actes criminels sont commis par un proche ou un membre de la famille, pas toujours par un étranger. De plus, comme le projet de loi C-32 se concentre de toute évidence sur les victimes d'actes criminels, il serait plus approprié, à notre avis, de changer le nom de la *Charte canadienne des droits des victimes* pour la «Charte canadienne des droits des victimes d'actes criminels», afin de préciser qu'il y a un grand nombre de victimes d'autres genres de tragédies dont les besoins ne sont pas visés par le projet de loi C-32.

Déclarations des répercussions sur la collectivité

Dans le système de justice pénale, il existe déjà un groupe d'acteurs chargé d'évaluer les dommages causés à la collectivité par les actes criminels. Ces acteurs – juges, procureurs de la Couronne, personnel correctionnel et personnel des libérations conditionnelles – ont acquis l'expertise nécessaire pour poursuivre, imposer une peine et exercer la justice au nom de la collectivité. Ils agissent au nom de cette dernière en tant que tiers impartial entre les délinquants et la collectivité et les victimes. Il faut absolument que ces «experts» choisis soient bien renseignés, grâce à des années de formation et des mises à jour constantes de leurs connaissances, sur l'impact des actes criminels sur les victimes et la collectivité. Cette formation doit comprendre des connaissances scientifiques sur les diverses questions relatives à la collectivité et aux victimes.

Ressources

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas prévu de ressources importantes pour les thérapies, l'information, le soutien et les indemnisations offerts aux victimes? Malheureusement, il semble souvent plus facile d'adopter rapidement une loi, puis d'oublier le vrai problème, plutôt que de penser à long terme et trouver de vraies solutions et des moyens efficaces de répondre aux préoccupations des victimes. Il existe certes déjà quelques services pour les victimes[3]. Malheureusement, ces services ne sont pas accessibles universellement dans tout le Canada et ne sont de toute évidence pas complets. C'est pourquoi nous recommandons l'élaboration de normes minimales nationales pour les services offerts aux victimes.

Position et recommandation

Plutôt que la *Charte canadienne des droits des victimes*, proposée dans le projet de loi, l'ACJP recommande fortement la création d'une *Charte canadienne des services aux victimes* pour établir et décrire des services qui pourraient vraiment réparer le tort causé. Ces services comprendraient nécessairement des éléments comme de la thérapie, de l'éducation et de l'information, un dédommagement et une indemnisation réalistes et, bien entendu, les ressources requises pour les offrir. Cette charte devrait inclure un accord fédéral-provincial-territorial sur des normes minimales nationales relatives aux services destinés aux victimes. Ces normes faciliteraient et favoriseraient le développement de méthodes originales de prestation de ces services.

Pour que la charte fasse une différence dans la vie des victimes et réponde à leurs besoins, il faudrait qu'elle prévoie les services suivants:

1. Des services accessibles à tous les Canadiens qui répondent à une définition plus large de «victime» que celle prévue dans le projet de loi C-32. Une telle définition devrait faire l'objet de consensus national et inclure divers types de victimes, tout en étant gérable sur le plan de la prestation des services.

2. Des services visant à établir des centres de traumatismes, partout au Canada, qui se spécialisent dans une vaste gamme d'interventions post-traumatiques et de moyens pour les victimes d'obtenir réparation.

3. Des services qui fournissent de l'éducation sur tous les aspects du système de justice pénale (de l'enquête à la libération du délinquant) et sur le déroulement du processus.

4. Des services qui offrent de l'information de qualité et en temps voulu aux victimes à propos des processus de justice pénale, des processus correctionnels et des processus de libération conditionnelle associés à leur statut de victime et des issues possibles de ces processus.

5. Des services qui permettent vraiment aux victimes de participer directement et convenablement à la quête de justice relativement à leur situation personnelle (par exemple, des programmes pour aider les victimes à préparer et à déposer une déclaration des répercussions).

6. Des services qui fournissent des formes raisonnables d'indemnisation et de dédommagement pour les victimes.

7. Des services pour aider les victimes à voir au-delà de leur état de victime et à devenir des survivants positifs et pleinement fonctionnels, y compris des programmes volontaires de réconciliation entre la victime et le délinquant.

L'ACJP prie le gouvernement d'élaborer et de mettre en oeuvre une *Charte canadienne des services aux victimes*, plutôt que la *Charte canadienne des droits des victimes* proposée dans le projet de loi C-32. Ce dont les victimes d'actes criminels ont besoin (en fait, toutes les catégories de victimes), ce sont des services plutôt que de soi-disant «droits». Sans accès aux services nécessaires, ces droits sont inutiles, surtout lorsqu'ils ne sont pas accompagnés d'une réparation véritable.

Il faudra du travail pour formuler ce que nous venons de décrire. L'ACJP serait prête à discuter du caractère approprié et exhaustif des services qui pourraient être offerts grâce à une telle charte.••

1 Voir l'excellent article à ce sujet: «Spousal competency and compellability in criminal proceedings: proposals for reform». Bessner, Ronda. Revue canadienne de droit pénal, 18:7-37, mars 2014. (en anglais)

2 Voir l'article 22 du projet de loi C-32.

3 Voir, par exemple, Programmes et services pour les victimes d'actes criminels, ministère du Procureur général de l'Ontario: http://www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/ovss/programs.asp.

2015

CANADIAN CRIMINAL JUSTICE ASSOCIATION AWARDS ACKNOWLEDGING EXCELLENCE

PRIX D'EXCELLENCE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DE JUSTICE PÉNALE

CALL FOR NOMINATIONS FOR THE FOLLOWING AWARDS:
APPEL DE CANDIDATURES POUR LES PRIX SUIVANTS :

Willie-Gibbs Lifetime Achievement Award
Prix Willie Gibbs pour l'ensemble des réalisations

Certificate of Appreciation | Certificat d'appréciation

Crime Prevention Award | Prix de prévention du crime

Public Education Award | Prix d'éducation du public

Research Award | Prix de recherche

Restoration Award | Prix de la réconciliation

The Senator Earl A. Hastings Award | Prix Sénateur Earl A. Hastings

Please make your nominations and provide support letters using the online award nominations system on the CCJA website **ccja-acjp.ca**!

Veuillez effectuer vos mises en candidature, accompagnées de lettres d'appui, en utilisant le système de mises en candidature en ligne accessible depuis le site web de l'ACJP **ccja-acjp.ca**!

DEADLINE: July 17, 2015 **DATE LIMITE : 17 juillet 2015**

THE WILLIE-GIBBS LIFETIME ACHIEVEMENT AWARD recognizes people who have distinguished themselves by their contribution to the improvement of the Criminal Justice System in Canada and to the achievement of the objectives of the CCJA.

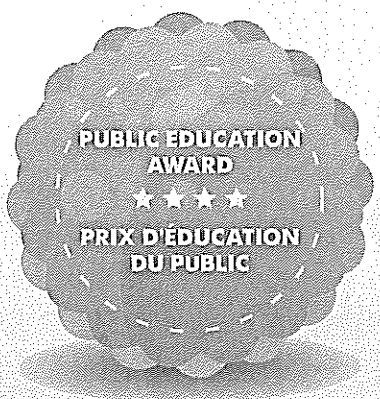
LE PRIX WILLIE GIBBS POUR L'ENSEMBLE DES RÉALISATIONS permettra de reconnaître les personnes qui se sont illustrées par leur contribution à l'amélioration du système de justice pénale au Canada et à l'atteinte des objectifs de l'ACJP.

THE CERTIFICATE OF APPRECIATION may be presented to individuals who have made a significant contribution to the CCJA. There is no requirement to be a member of the CCJA in order to receive this Award.

LE CERTIFICAT D'APPRÉCIATION pourra être remis à toute personne qui a contribué de manière exceptionnelle au travail et aux objectifs de l'ACJP. Il n'est pas requis que cette personne soit membre de l'Association pour être admissible à ce prix.

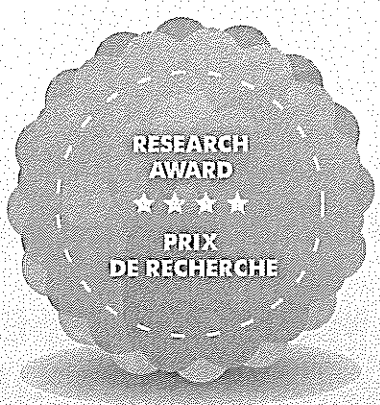
THE CRIME PREVENTION AWARD recognizes individuals or organizations in Canada who have made a significant contribution to the reduction of criminal behaviour and the protection of the public.

LE PRIX DE LA PRÉVENTION DU CRIME sera remis en vue de reconnaître une personne ou un organisme qui s'est illustré en contribuant de manière importante à une réduction des comportements criminels et à la protection du public.



THE PUBLIC EDUCATION AWARD recognizes work by professional journalists and other persons who significantly advance public understanding in Canada of the need for, and elements of, a humane, effective criminal justice system.

LE PRIX D'ÉDUCATION DU PUBLIC vise à reconnaître le travail de journalistes professionnels et d'autres personnes qui contribuent à une meilleure compréhension des Canadiens et des Canadiennes du besoin qu'on a et des composantes d'un système de justice humain et efficace.



THE RESEARCH AWARD may be granted to recognize an individual or group who completed valid and reliable research that resulted in substantial improvement to the operations of the criminal justice system.

LE PRIX DE RECHERCHE sera remis en vue de reconnaître une personne ou un groupe de personnes ayant effectué des études valides et fiables et qui ont donné lieu à des améliorations importantes dans le fonctionnement du système de justice pénale.

THE RESTORATION AWARD may be granted to victims or former offenders who have overcome the challenge of their past and made an exemplary contribution towards rehabilitation, restoration and a more humane and effective justice system.

LE PRIX DE LA RÉCONCILIATION peut être décerné à une victime ou à un ex-délinquant qui est parvenu à évacuer les difficultés de son passé et qui a contribué de manière exemplaire au processus de réhabilitation ou de réconciliation ainsi qu'à la réalisation d'un système de justice plus humain et plus efficace.

To commemorate the contribution of the late SENATOR EARL HASTINGS to the Canadian criminal justice system and the CCJA, this Award honours Canadians who, although they do not work in the criminal justice system, have made an outstanding contribution over many years to the Canadian criminal justice system.

Créé dans le but de commémorer la contribution de feu le SÉNATEUR EARL HASTINGS au système de justice pénale et à l'ACJP, ce Prix veut honorer des Canadiens et des Canadiennes qui, même s'ils n'oeuvrent pas dans le domaine de la justice pénale, y ont tout de même contribué de manière exceptionnelle sur plusieurs années.

Canadian Criminal Justice Association

Association canadienne de justice pénale

Policy Review Internship

Designed to meet the needs of young graduate students wanting experience as policy analysts

The Canadian Criminal Justice Association is currently looking for a motivated Intern to contribute as policy analyst and reviewer at the association.

Interested in joining our team?

Contact us for more details
ccja-acjp@rogers.com

COMING EVENTS
PROCHAINS ÉVÉNEMENTS

(Published in the language submitted / Publiés dans la langue dans laquelle ils sont soumis)

SAVE THE DATE! • INSCRIVEZ LA DATE À VOTRE CALENDRIER!

APRIL 20 – 25 AVRIL, 2015
VICTIMS WEEK 2015 SEMAINES DE VICTIMS – SYMPOSIUMS / COLLOQUES
THEME//THÈME : Shaping the Future Together
PLACE//ENDROIT : Gatineau, QC (April 20 avril 2015) Vancouver, BC (April 22 avril 2015) Halifax, NS (April 24 avril 2015)
INFORMATION : www.victimsweek.gc.ca/symp-colloque

JUNE 21-25, 2015
INTERNATIONAL SOCIETY FOR THE REFORM OF CRIMINAL LAW 28th INTERNATIONAL CONFERENCE
THEME : Crossing Boundaries – Exploitation, E-Crime, Evidence & Extradition
PLACE: Edinburgh, Scotland
INFORMATION: The International Society for the Reform of Criminal Law, 1000-840 Howe Street, Vancouver (BC)
Email: north@law.ubc.ca Website: www.isrcl.org

JULY 7-10, 2015
3RD INTERATIONAL CONFERENCE FOR CRIME, JUSTICE AND SOCIAL DEMOCRACY
PLACE: Queensland University of Technology, Brisbane, Australia
INFORMATION: http://crimejusticeconference.com/call-for-submissions/

AUGUST 14-19 AOUT 2015
AMERICAN CORRECTIONAL ASSOCIATION 145th CONGRESS OF CORRECTION
PLACE: Indiana Convention Centre & Lucas Oil Stadium & Marriott Downtown, Indianapolis IN
INFORMATION: www.aca.org

SEPTEMBER 30 – OCTOBER 3 / 30 SEPTEMBRE – 3 OCTOBRE 2015
35th CANADIAN CONGRESS ON CRIMINAL JUSTICE//35e CONGRÈS CANADIEN DE JUSTICE PÉNALE
CALL FOR PAPERS//APPEL DE COMMUNICATIONS – MAY 1 MAI 2015
THEME//THÈME : Justice at the Crossroads // La justice à la croisée des chemins
PLACE/ENDROIT : Delta Regina, Saskatchewan
INFORMATION : www.ccja-acjp.ca

NOTICE • • AVIS

Please send notices about your events to **ccjapubsacjp@gmail.com** so we may add them to the list of Coming Events.

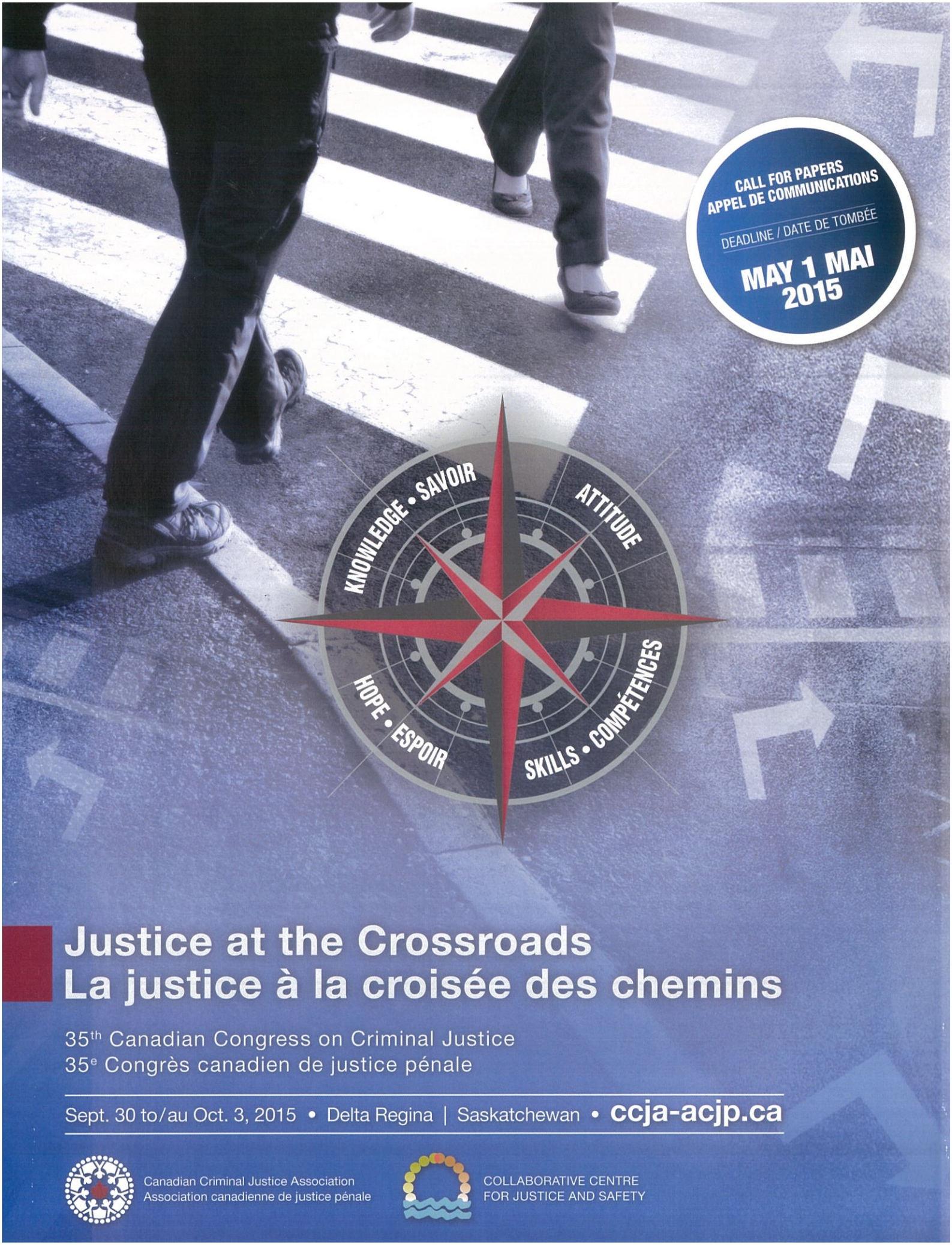
Veuillez envoyer les annonces pour vos événements au **ccjapubsacjp@gmail.com** nous permettant ainsi de les inscrire dans la liste des «Prochains événements».

JUSTICE ACTUALITÉS REPORT

ADVERTISEMENTS | ANNONCES | PUBLICITÉS

1/4 page	seulement **PDF** only	**$100**
1/2 page	seulement **PDF** only	**$150**
1 page	seulement **PDF** only	**$250**

+ **$75** colour | couleur



Justice at the Crossroads
La justice à la croisée des chemins

35th Canadian Congress on Criminal Justice
35e Congrès canadien de justice pénale

Sept. 30 to/au Oct. 3, 2015 • Delta Regina | Saskatchewan • **ccja-acjp.ca**

Canadian Criminal Justice Association
Association canadienne de justice pénale

COLLABORATIVE CENTRE
FOR JUSTICE AND SAFETY